



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 37 du 4 décembre 2013

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ☛ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ☛ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 4 décembre 2013

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1397
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1397
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	1397
Bureau de la citoyenneté.....	1397
Arrêté du 26 novembre 2013 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire à THIEBAUMENIL (54300).....	1397
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1397
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1397
Arrêté interpréfectoral du 20 novembre 2013 (Meurthe-et-Moselle/Meuse) autorisant la création du syndicat mixte des transport du pays du bassin de Brie	1397
ainsi que les statuts annexés.....	1397
Arrêté interpréfectoral du 22 novembre 2013 (Meurthe-et-Moselle/Vosges) autorisant le retrait de la commune de SEXEY-AUX-FORGES de la	1400
communauté de communes du pays de Colombey et du sud Toulinois à compter du 1er janvier 2014 pour adhérer, à la même date, à la communauté de	1400
communes Moselle et Madon.....	1400
Arrêté interpréfectoral du 22 novembre 2013 (Meurthe-et-Moselle/Vosges) autorisant le retrait de la commune de VILLEY-LE-SEC de la communauté de	1400
communes du pays de Colombey et du sud Toulinois à compter du 1er janvier 2014 pour adhérer, à la même date, à la communauté de communes issue de	1400
la fusion de la communauté de communes du Toulinois et de la communauté de communes des côtes en Haye sans la commune de MARTINCOURT.....	1400
Bureau des procédures environnementales.....	1401
Arrêté du 15 novembre 2013 relatif à l'agrément, au titre de la protection de l'environnement, de l'association « Centre ornithologique lorrain » (COL).....	1401
Arrêté du 27 novembre 2013 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à l'aménagement de la zone d'aménagement concerté (ZAC) « Les	1402
Résidences Vertes » située sur le territoire de la commune de PULNOY.....	1402
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES 57.....	1402
Bureau des procédures environnementales / Service aménagement - biodiversité - eau.....	1402
Arrêté inter-préfectoral du 4 novembre 2013 autorisant, au titre des articles L. 214-1 à 6 du code de l'environnement, dans le cadre du plan de gestion, les	1402
opérations de dragage de l'UHC Moselle navigable dans les départements de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle, de NEUVES-MAISONS (54) à APACH	1402
(57).....	1402
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1407
DIRECTION INTERREGIONALE	
DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG.....	1407
Centre de Détention D'ECROUVES - Décision du 15 novembre 2013 portant délégations de signature pour des décisions administratives individuelles.....	1407
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1409
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1409
Etablissements de santé.....	1409
Arrêté ARS N° 2013-1100 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1409
sociale à la MATERNITE REGIONALE.....	1409
Arrêté ARS N° 2013-1101 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1409
sociale au Centre Hospitalier de TOUL.....	1409
Arrêté ARS N° 2013-1103 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1409
sociale au Centre Hospitalier de LUNEVILLE.....	1409
Arrêté ARS N° 2013-1104 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1409
sociale au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON.....	1409
Arrêté ARS N° 2013-1105 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1410
sociale à la Maison Hospitalière SAINT CHARLES.....	1410
Arrêté ARS N° 2013-1106 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1410
sociale au CENTRE JACQUES PARISOT.....	1410
Arrêté ARS N° 2013-1107 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1410
sociale au Centre Hospitalier de BRIEY.....	1410
Arrêté ARS N° 2013-1108 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1411
sociale à l'Association Hospitalière de JOEUF.....	1411
Arrêté ARS N° 2013-1109 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1411
sociale à l'INSTITUT DE CANCEROLOGIE DE LORRAINE.....	1411
Arrêté ARS N° 2013-1110 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1411
sociale au CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE de NANCY.....	1411
Arrêté ARS N° 2013-1111 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1411
sociale au SINCAL.....	1411
Arrêté ARS N° 2013-1112 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1412
sociale à l'ALTIR.....	1412
Arrêté ARS N° 2013-1113 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1412
sociale au CENTRE D'AUTODIALYSE ET UNITE MEDICALISEE ALTIR.....	1412
Arrêté ARS N° 2013-1114 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1412
sociale au CENTRE D'AUTODIALYSE ALTIR.....	1412
Arrêté ARS N° 2013-1115 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1412
sociale au CENTRE D'AUTODIALYSE ALTIR.....	1412
Arrêté ARS N° 2013-1116 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1413
sociale au CENTRE D'AUTODIALYSE ALTIR.....	1413
Arrêté ARS N° 2013-1117 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1413
sociale au CENTRE D'AUTODIALYSE ALTIR.....	1413
Arrêté ARS N° 2013-1118 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1414
sociale au CENTRE D'AUTODIALYSE ALTIR.....	1414
Arrêté ARS N° 2013-1119 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1414
sociale au CENTRE D'AUTODIALYSE ALTIR.....	1414
Arrêté ARS N° 2013-1120 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1415
sociale au CENTRE D'AUTODIALYSE ALTIR.....	1415
Arrêté ARS N° 2013-1121 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1415
sociale au CENTRE D'AUTODIALYSE ALTIR.....	1415
Arrêté ARS N° 2013-1122 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1415
sociale au CENTRE D'AUTODIALYSE ALTIR.....	1415
Arrêté ARS N° 2013-1123 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1415
sociale au CENTRE D'AUTODIALYSE ALTIR.....	1415
Arrêté ARS N° 2013-1124 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1415
sociale à l'HADAN.....	1415
Arrêté ARS N° 2013-1125 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1415
sociale à la CLINIQUE JEANNE D'ARC.....	1415
Arrêté ARS N° 2013-1126 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1415
sociale à la CLINIQUE AMBROISE PARE.....	1415
Arrêté ARS N° 2013-1127 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité	1416
sociale à la CLINIQUE SAINT-ANDRE.....	1416

Arrêté ARS N° 2013-1131 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale à la CLINIQUE LOUIS PASTEUR.....	1416
Arrêté ARS N° 2013-1132 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale à la POLYCLINIQUE GENTILLY.....	1416
Arrêté ARS N° 2013-1133 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale à la POLYCLINIQUE MAJORELLE.....	1417
Arrêté ARS N° 2013-1143 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale à ALPHA SANTE.....	1417
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1202 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013.....	1417
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1203 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013.....	1418
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1204 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013.....	1419
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1205 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013.....	1420
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1206 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013.....	1421
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1207 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013.....	1421
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1208 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013.....	1422
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1209 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013.....	1423
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1210 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013.....	1424
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1211 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013.....	1425
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1212 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013.....	1425
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1214 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013.....	1426
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	1427
Produits de santé et biologie.....	1427
Arrêté N° 2013-0971 du 27 septembre 2013 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée S.E.L.A.S. « ESPACEBIO » sise 18 avenue Leclerc de Hauteclouque à METZ (57000) enregistrée sous le N° 57-01.....	1427
Arrêté N° 2013-0972 du 27 septembre 2013 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO » sise 18 avenue Leclerc de Hauteclouque à METZ (57000) - Autorisation N° 57-17.....	1430
DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE.....	1433
Décision du 22 novembre 2013 portant fermeture définitive du débit de tabac N° 5400705R sis rue Edouard LALO à JARVILLE-LA-MALGRANGE (54140).....	1433
Décision du 22 novembre 2013 portant fermeture définitive du débit de tabac N° 5400034P sis 98 rue Jacques Callot à BAINVILLE-SUR-MADON (54550).....	1433
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....	1433
RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS.....	1433
Arrêté N° 2013-DREAL-RMN-109 du 26 novembre 2013 autorisant à déroger aux interdictions de prélèvement et de transport de poils, d'excréments et de cadavres de spécimens d'espèces animales protégées (mammifères).....	1433
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	1435
JEUNESSE, EDUCATION POPULAIRE ET SPORT.....	1435
Arrêté N° 139/DDCS en date du 26 novembre 2013 portant agrément des associations jeunesse et éducation populaire.....	1435
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1436
AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....	1436
Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/410 du 18 novembre 2013 approuvant les statuts de l'association foncière de HERBEVILLER.....	1436
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 415 du 26 novembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS-LA-MONTAGNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3530 bis.....	1436
Aménagement foncier.....	1437
Arrêté DDT/AFC/Aménagement foncier/2013/388 du 21 novembre 2013 fixant la composition de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle.....	1437
Unité forêt - chasse.....	1438
Arrêté n° 414 du 25 novembre 2013 prononçant une application du régime forestier - Territoire communal de MARS-LA-TOUR.....	1438
AUTRES SERVICES.....	1439
L'AUTRE CANAL.....	1439
Conseil d'Administration EPCC L'Autre Canal - Séance du 8 novembre 2013 - Extrait du registre des délibérations - Délibération N° 094-2013 du 8 novembre 2013 - Avis sur la demande de remise gracieuse pour le dossier du débet prononcé à l'encontre de M. HOMAND, comptable public de l'EPCC L'Autre Canal de 2007 à 2009, sur déficit de régie.....	1439

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES***Bureau de la citoyenneté***Arrêté du 26 novembre 2013 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire à THIEBAUMENIL (54300)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2223-19 et suivants ;

VU la demande d'habilitation dans le domaine funéraire adressée en date du 14 novembre 2013, par M. William MACE-LAGRANGE, gérant d'une auto-entreprise dont le siège social est situé au N° 9, rue de la Vezouze à THIEBAUMENIL (54300) ;

CONSIDÉRANT que le dossier présenté est complet ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - L'auto-entreprise susvisée est habilitée à exercer les activités funéraires suivantes :

- L'organisation des obsèques ;
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires.

Cette habilitation est valable sur l'ensemble du territoire national.

Article 2 - la présente habilitation est délivrée pour un an.

Article 3 - Le numéro d'habilitation est le 2013-54-191.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. William MACE-LAGRANGE, gérant de l'auto-entreprise susvisée et dont une copie sera adressée aux :

- Sous-Préfet de LUNEVILLE ;
- Maire de THIEBAUMENIL ;
- Directeur de l'agence régionale de santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle).

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 26 novembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La présente décision administrative peut être contestée dans les conditions suivantes :

- *recours gracieux adressé dans les 2 mois de sa notification au Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.*

- *recours hiérarchique adressé dans les 2 mois de sa notification au Ministre de l'Intérieur, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.*

NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- *recours contentieux adressé au Président du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX dans les mêmes délais ou dans les deux mois de la décision implicite ou explicite de rejet de l'éventuel recours gracieux ou hiérarchique.*

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Arrêté interpréfectoral du 20 novembre 2013 (Meurthe-et-Moselle/Meuse) autorisant la création du syndicat mixte des transports du pays du bassin de Briey ainsi que les statuts annexés**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

La Préfète de la Meuse,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-5, L5214-27 et L5711-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté interpréfectoral signé le 21 février 2013 par les préfets de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse fixant la liste des établissements publics de coopération intercommunale et des communes intéressés par le projet de création du syndicat mixte de transports du pays du bassin de Briey ;

VU les arrêtés préfectoraux du 17 novembre 2011 autorisant la communauté de communes du pays audunois et la communes de communes du pays de Briey à adhérer au syndicat mixte de transports du pays du bassin de Briey sans consultation de ses communes membres ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2012 autorisant la communauté de communes du Jarnisy à adhérer au syndicat mixte de transports du pays du bassin de Briey sans consultation de ses communes membres ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 2 octobre 2012 autorisant la communauté de communes « EPCI du bassin de Landres » à adhérer au syndicat mixte de transports du pays du bassin de Briey sans consultation de ses communes membres ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 avril 2013 autorisant la communauté de communes du pays de l'Orne à adhérer au syndicat mixte de transports du pays du bassin de Briey sans consultation de ses communes membres ;

VU les délibérations favorables à leur adhésion au syndicat mixte de transports du pays du bassin de Briey des collectivités suivantes :

- Communauté de communes du Jarnisy en date du 11 avril 2013,
- Commune de Batilly en date du 9 mars 2013 ;

VU la délibération défavorable de la commune de Saint-Ail en date du 8 mars 2013 à son adhésion au syndicat mixte de transports du pays du bassin de Briey ;

CONSIDÉRANT que l'absence de délibération des collectivités suivantes au terme du délai de 3 mois vaut avis favorable à leur adhésion au syndicat mixte des transports du pays du bassin de Briey :

- Communauté de communes du pays Audunois,
- Communauté de communes du pays de Briey,

- Communauté de communes du pays de l'Orne,
 - Communauté de communes « EPCI du bassin de Landres » ;
- VU l'avis favorable de la formation plénière de la commission départementale de la coopération intercommunale de Meurthe-et-Moselle du 16 septembre 2013 ;
- VU l'avis favorable de la formation plénière de la commission départementale de la coopération intercommunale de la Meuse du 25 octobre 2013 ;
- VU la proposition du trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle ;
- VU les statuts du syndicat ;
- SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ;

A R R E T E

Article 1er - Est autorisée, entre les collectivités suivantes :

- communauté de communes du pays Audunois,
- communauté de communes du pays de Briey,
- communauté de communes du Jarnisy,
- communauté de communes « EPCI du bassin de Landres »,
- communauté de communes du Pays de l'Orne,
- Commune de Batilly,
- Commune de Saint-Ail,

la création d'un syndicat mixte dénommé :

« Syndicat mixte des transports du pays du bassin de Briey »

Article 2 - Le syndicat a pour objet :

- Étude, aménagement, organisation, gestion et promotion des services de transport public urbain de personnes réguliers et à la demande à l'intérieur du périmètre de transports urbains (PTU) du Pays du bassin de Briey défini par arrêté préfectoral en application des articles L.1231-1 à 9 du Code des Transports.
- Étude, aménagement, organisation, gestion et promotion de services de transport public routier en partenariat avec d'autres autorités organisatrices de transports (AOT), visant à faciliter l'interconnexion des réseaux de transport en commun.
- Définition des mobiliers urbains susceptibles d'équiper le PTU. Le syndicat mixte assure la pose, le renouvellement et l'entretien de ces mobiliers et perçoit les éventuelles recettes qui en découleraient.

Article 3 - Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

Article 4 - Le siège du syndicat est situé au Centre d'Activités Économiques de Franchepré à Joeuf (54240)

Article 5 - La représentation des collectivités au sein du comité syndical est répartie selon les critères suivants :

- Un délégué titulaire par commune ou EPCI, plus un par fraction entière de 4 000 habitants (population légale avec double comptes au sens de l'INSEE).

Il sera désigné des délégués suppléants dans les mêmes proportions et conditions que les délégués titulaires.

À la création du syndicat la composition du comité syndical est la suivante :

Collectivités	Délégués titulaires	Délégués suppléants
CC du pays de l'Orne	6	6
Communauté de communes du Jarnisy	5	5
CC de l'EPCI du bassin de Landres	4	4
CC du pays de Briey	3	3
CC du pays Audunois	3	3
Commune de Batilly	1	1
Commune de Saint-Ail	1	1
Total	23	23

Article 6 - Les fonctions de receveur du syndicat sont assurées par le trésorier de Briey – Joeuf Collectivités.

Article 7 - Les statuts approuvés resteront annexés au présent arrêté.

Article 8 - Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse et les sous-préfets de Briey et de Verdun sont chargés de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale, aux maires des communes concernées et aux directeurs départementaux des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 20 novembre 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

La Préfète de la Meuse,
Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale,
Hélène COURCOUL-PETOT

STATUTS DU SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS DU PAYS DU BASSIN DE BRIEY

TITRE 1 - OBJET GENERAL DU SYNDICAT MIXTE

Article 1 – Dénomination

En application :

- Des articles L.5711-1 et suivants, L.5211-1 et suivants et L.5212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
- De la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- De la loi modifiée du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République,

Il est formé un syndicat mixte fermé, qui prend la dénomination de

« **SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS DU PAYS DU BASSIN DE BRIEY** ». (SMITraB)

Article 2 – Objet

Le Syndicat Mixte des Transports du Pays du bassin de Briey a pour objet les compétences suivantes :

- Etude, aménagement, organisation, gestion et promotion des services de transport public urbain de personnes réguliers et à la demande à l'intérieur du périmètre de transports urbains (PTU) du Pays du bassin de Briey défini par arrêté préfectoral en application des articles L.1231-1 à 9 du Code des Transports,
- Etude, aménagement, organisation, gestion et promotion de services de transport public routier en partenariat avec d'autres autorités organisatrices de transports (AOT), visant à faciliter l'interconnexion des réseaux de transport en commun,
- Définition des mobiliers urbains susceptibles d'équiper le PTU. Le syndicat mixte assure la pose, le renouvellement et l'entretien de ces mobiliers et perçoit les éventuelles recettes qui en découleraient.

Article 3 – Siège social

Le siège social du Syndicat Mixte des Transports du Pays du bassin de Briey est fixé au Centre d'Activités Economiques de Franchepré à Joeuf.

Article 4 – Membres

Le Syndicat Mixte des Transports du Pays du bassin de Briey est composé de :

- La communauté de communes du pays Audunois,
- La communauté de communes du pays de Briey,
- La communauté de communes du Jarnisy,
- La communauté de communes de l'EPCI du bassin de Landres,
- La communauté de communes du pays de l'Orne,
- La commune de Batilly,
- La commune de Saint-Ail.

Article 5 – Durée

Le Syndicat Mixte des Transports du Pays du bassin de Briey est institué pour une durée illimitée.

TITRE II - ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT DU SYNDICAT MIXTE**Article 6 – Comité syndical**

Le syndicat est administré par un comité syndical composé de délégués désignés par les collectivités et établissements publics adhérents à raison de :

- Un délégué titulaire plus un par fraction entière de 4 000 habitants (population légale avec double comptes au sens de l'INSEE).

Il sera désigné des délégués suppléants dans les mêmes proportions et conditions que les délégués titulaires. Ceux-ci siégeront au comité syndical avec voix délibérative en cas d'empêchement du délégué titulaire, sans avoir à présenter de procuration.

Le comité syndical élit en son sein un président et un bureau. Le bureau est composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents et/ou d'un ou plusieurs autres délégués du comité syndical.

Article 7 – Fonctionnement

Le comité syndical se réunit au moins une fois par trimestre en assemblée ordinaire, sur un ordre du jour préparé par le président et examiné préalablement par le bureau. Il peut se réunir également sur demande motivée d'au moins un tiers des délégués dans un délai maximal de trente jours.

Le comité syndical ne peut délibérer valablement qu'en présence de plus de la moitié de ses délégués.

En cas d'impossibilité de délibérer valablement par défaut de quorum, une nouvelle réunion du comité est convoquée par le Président dans un délai de cinq jours francs suivant la date de la première réunion. Le comité peut alors valablement délibérer sans condition de quorum.

Aucun délégué ne pourra détenir à lui seul plus d'un pouvoir.

Article 8 – Règlement intérieur

Un règlement intérieur précisera les modalités de fonctionnement du syndicat dans le cadre des présents statuts et dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

TITRE III - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES**Article 9 – Budget**

Le budget du syndicat pourvoit aux dépenses de fonctionnement et d'investissement nécessaires à la réalisation de son objet.

Les ressources du Syndicat sont constituées par :

- Les subventions, dotations et apports de l'Union Européenne, de l'Etat, du Conseil Régional de Lorraine, du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, des communes et des EPCI,
- Le produit des taxes, redevances, contributions et versements correspondant aux services assurés, et notamment celui du versement destiné au transport en commun en application des articles L.2333-64 à 75 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- La contribution des membres adhérents, déterminée lors du vote du budget,
- Le revenu des biens meubles et immeubles du syndicat, y compris, éventuellement, la vente de biens immobiliers,
- Les sommes perçues des administrations publiques, des associations, des particuliers en échange d'un service rendu,
- Le produit des dons et legs,
- Le produit des emprunts.

Article 10 – Receveur du syndicat

Les fonctions de receveur du syndicat seront exercées par la Trésorerie Principale de Briey.

ANNEXE

Calcul du nombre de délégués :

Règle de calcul :

1 délégué par commune ou EPCI, plus un délégué supplémentaire par fraction entière de 4 000 habitants.

1 délégué suppléant pour chaque délégué titulaire.

Membres	Population*	Délégués titulaires	Délégués suppléants
CC du Pays de l'Orne	22 687	6	6
CC du Jarnisy	19 312	5	5
CC de l'EPCI du Bassin de Landres	14 931	4	4
CC du Pays de Briey	10 553	3	3
CC du Pays Audunois	8 759	3	3
Batilly	1 340	1	1
Saint Ail	332	1	1
Total		23	23

* : Populations totales avec doubles comptes légales en vigueur au 1^{er} janvier 2012

Nancy, le 20 novembre 2013

Préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vu pour être annexé à notre arrêté de ce jour

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Préfecture de la Meuse

Vu pour être annexé à notre arrêté de ce jour

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale,
Hélène COURCOUL-PETOT

Arrêté interpréfectoral du 22 novembre 2013 (Meurthe-et-Moselle/Vosges) autorisant le retrait de la commune de SEXEY-AUX-FORGES de la communauté de communes du pays de Colombey et du sud Toulais à compter du 1^{er} janvier 2014 pour adhérer, à la même date, à la communauté de communes Moselle et Madon

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Le Préfet des Vosges,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5214-26 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté interpréfectoral des 20 et 29 décembre 2000 autorisant la transformation du district de l'EPCI du pays de Colombey et du Sud Toulais en communauté de communes dénommée EPCI du pays de Colombey et du Sud Toulais ;
VU l'arrêté préfectoral du 11 février 2011 portant changement de dénomination de la communauté de communes en communauté de communes du Pays de Colombey et du Sud Toulais ;
VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2000 transformant le district urbain de Neuves-Maisons en communauté de communes de Neuves-Maisons ;
VU l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2001 autorisant le changement de dénomination de la communauté de communes en communauté de communes Moselle et Madon ;
VU la délibération du 3 avril 2013 par laquelle la commune de Sexey-aux-Forges demande à se retirer de la communauté de communes du pays de Colombey et du sud Toulais pour adhérer à la communauté de communes Moselle et Madon dans le cadre de la procédure dérogatoire prévue par l'article L5214-26 du code général des collectivités territoriales ;
VU la délibération du 11 avril 2013 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes Moselle et Madon accepte cette demande d'adhésion ;
VU l'avis favorable rendu le 4 octobre 2013 par la commission départementale de la coopération intercommunale de Meurthe-et-Moselle réunie dans sa formation restreinte ;
SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges ;

ARRETEMENT

Article 1er - La commune de Sexey-aux-Forges est autorisée à se retirer de la communauté de communes du pays de Colombey et du Sud-Toulais à compter du 1^{er} janvier 2014 pour adhérer, à la même date, à la communauté de communes Moselle et Madon.

Article 2 - A compter du 1^{er} janvier 2014 et jusqu'au prochain renouvellement des conseils municipaux la commune de Sexey-aux-Forges sera représentée au conseil communautaire de la communauté de communes Moselle et Madon par 3 délégués.

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication aux recueils des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Article 4 - Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, les sous-préfets de Toul et de Neufchâteau, les présidents de la communauté de communes du pays de Colombey et du sud Toulais et de Moselle et Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la maire de Sexey-aux-Forges et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 22 novembre 2013

Le Préfet des Vosges,
Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Eric REQUET

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Raphaël BARTOLT

Arrêté interpréfectoral du 22 novembre 2013 (Meurthe-et-Moselle/Vosges) autorisant le retrait de la commune de VILLEY-LE-SEC de la communauté de communes du pays de Colombey et du sud Toulais à compter du 1^{er} janvier 2014 pour adhérer, à la même date, à la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Toulais et de la communauté de communes des côtes en Haye sans la commune de MARTINCOURT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Le Préfet des Vosges,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5214-26 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté interpréfectoral des 20 et 29 décembre 2000 autorisant la transformation du district de l'EPCI du pays de Colombey et du Sud Toulais en communauté de communes dénommée EPCI du pays de Colombey et du Sud Toulais ;
VU l'arrêté préfectoral du 11 février 2011 portant changement de dénomination de la communauté de communes en communauté de communes du Pays de Colombey et du Sud Toulais ;
VU l'arrêté du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Toulais et de la communauté de communes des côtes en Haye sans la commune de Martincourt à compter du 1^{er} janvier 2014 ;
VU la délibération du 24 mai 2013 par laquelle la commune de Villey-le-Sec demande à se retirer de la communauté de communes du pays de Colombey et du sud Toulais pour adhérer à la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Toulais et de la communauté de communes des côtes en Haye sans la commune de Martincourt dans le cadre de la procédure dérogatoire prévue par l'article L5214-26 du code général des collectivités territoriales ;
VU la délibération du 11 avril 2013 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes du Toulais accepte cette demande d'adhésion ;
VU l'avis favorable rendu le 4 octobre 2013 par la commission départementale de la coopération intercommunale de Meurthe-et-Moselle réunie dans sa formation restreinte ;
SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges ;

ARRETEMENT

Article 1er - La commune de Villey-le-Sec est autorisée à se retirer de la communauté de communes du pays de Colombey et du Sud-Toulais à compter du 1^{er} janvier 2014 pour adhérer, à la même date, à la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Toulais et de la communauté de communes des côtes en Haye sans la commune de Martincourt dans le cadre de la procédure dérogatoire prévue par l'article L5214-26 du code général des collectivités territoriales.

Article 2 - A compter du 1^{er} janvier 2014 et jusqu'au prochain renouvellement des conseils municipaux la commune de Villey-le-Sec sera représentée au conseil communautaire de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Toulais et de la communauté de communes des côtes en Haye sans la commune de Martincourt par 2 délégués titulaires.

Article 3 - Le retrait de la commune de Villey-le-Sec de la communauté de communes du pays de Colombey et du sud Toulais vaut réduction du périmètre du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome de Meurthe-et-Moselle (SDAA54).

Article 4 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication aux recueils des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Article 5 - Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, les sous-préfets de Toul et de Neufchâteau, les présidents de la communauté de communes du pays de Colombey et du sud Toulinois et de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Toulinois et de la communauté de communes des côtes en Haye sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la maire de Villey-le-Sec et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 22 novembre 2013

Le Préfet des Vosges,
Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Eric REQUET

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Raphaël BARTOLT

Bureau des procédures environnementales

Arrêté du 15 novembre 2013 relatif à l'agrément, au titre de la protection de l'environnement, de l'association « Centre ornithologique lorrain » (COL)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L141-1 à L141-3 et R141-1 à R141-20 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2011-832 du 12 juillet 2011 relatif à la réforme de l'agrément au titre de la protection de l'environnement et à la désignation des associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique au sein de certaines instances ;

VU l'arrêté du 12 juillet 2011 relatif à la composition du dossier de demande d'agrément au titre de la protection de l'environnement, du dossier de renouvellement de l'agrément et à la liste des documents à fournir ;

VU la demande du 24 juin 2013 de l'association « Centre ornithologique lorrain » (COL) en vue d'obtenir le renouvellement de son agrément régional au titre de la protection de l'environnement ;

VU l'avis de monsieur le directeur départemental des territoires en date du 9 septembre 2013 ;

VU l'avis de madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 14 octobre 2013 ;

VU l'avis de monsieur le procureur général près la cour d'appel de Nancy en date du 08 novembre 2013 ;

CONSIDÉRANT que l'association « Centre ornithologique lorrain » (COL) justifie depuis plus de trois ans :

- d'un objet statutaire relevant de plusieurs domaines mentionnés à l'article L141-1 du code de l'environnement et de l'exercice dans les domaines de l'étude, de la protection de l'avifaune sauvage ainsi que la gestion de ses habitats en Lorraine dont la nature et l'importance attestent qu'elle œuvre à titre principal pour la protection de l'environnement ;
- d'un nombre suffisant, eu égard au cadre régional de son activité, de membres, personnes physiques, cotisant par l'intermédiaire d'associations fédérées ;
- d'une activité non lucrative et une gestion désintéressée ;
- d'un fonctionnement conforme à ses statuts et présente des garanties permettant l'information de ses membres et leur participation effective à sa gestion ;
- de garanties de régularité en matière financière et comptable ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er - Il est accordé, pour une durée de cinq ans renouvelable, un agrément régional au titre de la protection de l'environnement à l'association « Centre ornithologique lorrain » (COL), dont le siège social est à NEUVES MAISONS, centre Ariane, 240 rue de Cumène.

Article 2 - L'association « Centre ornithologique lorrain » adressera par voie postale ou électronique, chaque année au préfet de Meurthe-et-Moselle, les documents suivants :

1. Les statuts et le règlement intérieur, s'ils ont été modifiés depuis leur dernière transmission.
2. L'adresse du siège de l'association et son adresse postale si elles ont changé depuis leur dernière transmission.
3. Les nom, profession, domicile et nationalité des personnes qui, à un titre quelconque, sont chargées de l'administration de l'association.
4. Le rapport d'activité, les comptes de résultat et de bilan et leurs annexes approuvés par l'assemblée générale ainsi que le compte rendu de cette assemblée.
5. Le compte rendu de la dernière assemblée générale ordinaire et celui de toute assemblée générale extraordinaire éventuelle.
6. Le ou les montants des cotisations, le produit de ces cotisations ainsi que le nombre et la répartition géographique des membres à jour de leur cotisation décomptés lors de l'assemblée générale, en précisant le nombre de membres, personnes physiques.
7. Le nombre de membres, personnes physiques, cotisant par l'intermédiaire d'associations fédérées, s'il y a lieu.
8. Les dates des réunions du conseil d'administration.

Article 3 - L'arrêté préfectoral SGAR n°175 du 4 juillet 2007 portant agrément de l'association « COL » au titre de la protection de l'environnement au niveau régional est abrogé.

Article 4 - L'agrément peut être abrogé :

1° Lorsque l'association ne justifie plus du respect des conditions prévues par les articles L. 141-1 et R. 141-2 ;

2° Lorsque l'association exerce son activité statutaire dans un cadre territorial plus limité que celui pour lequel elle bénéficie de l'agrément, dans les conditions définies à l'article R. 141-3 ;

3° En cas de non-respect des obligations mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

L'association est préalablement informée des motifs susceptibles de fonder l'abrogation et mise en mesure de présenter ses observations.

Article 5 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa publication.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président de l'association « Centre ornithologique lorrain » (COL), la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, les préfets des départements de la Moselle, des Vosges et de la Meuse et les directeurs départementaux des territoires de Meurthe-et-Moselle, Moselle, Vosges et de la Meuse sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de chacune des préfectures et dont copie sera adressée au procureur général près la cour d'appel de Nancy, ainsi qu'aux greffes du tribunal d'instance et de grande instance de Nancy.

Nancy, le 15 novembre 2013

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 27 novembre 2013 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à l'aménagement de la zone d'aménagement concerté (ZAC) « Les Résidences Vertes » située sur le territoire de la commune de PULNOY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1 à L.11-6 et R.11-1 à R.11-18 ;
VU le code de l'environnement, notamment les articles L123-1 à L123-19 et R123-1 à R123-27 ;
VU le code de l'urbanisme ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU la convention de veille active et de maîtrise foncière opérationnelle conclue le 14 décembre 2010 entre la Communauté urbaine du Grand Nancy et l'Etablissement public foncier de Lorraine (EPF Lorraine) ;
VU la délibération du 5 novembre 2010 de la Communauté urbaine du Grand Nancy autorisant son président à signer les conventions de veille active et de maîtrise foncière opérationnelle avec l'EPF Lorraine dans le cadre du projet d'agglomération du Grand Nancy, « Coeur Plaines Rive Droite » ;
VU la délibération n°B10/124 du 24 novembre 2010 du bureau de l'EPF Lorraine approuvant le projet de convention de veille active et de maîtrise foncière opérationnelle pour le projet susvisé et chargeant son directeur général de mener à bonne fin les acquisitions des biens nécessaires à la réalisation d'une zone de développement économique et résidentiel sur la rive droite de la Meurthe ;
VU la délibération du conseil municipal de la commune de Pulnoy du 27 septembre 2012 confirmant la demande de déclaration d'utilité publique au profit de l'EPF Lorraine pour la partie concernant le périmètre de la ZAC « Les Résidences Vertes » ;
VU l'avis de l'autorité compétente en matière d'environnement du 25 novembre 2011 ;
CONSIDÉRANT que le Directeur Général de l'EPFL a sollicité, par courrier du 20 février 2013, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à l'aménagement de la ZAC « Les Résidences Vertes » située sur le territoire communal de Pulnoy ;
CONSIDÉRANT que par arrêté préfectoral du 12 août 2013, j'ai prescrit l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet susvisé du 2 septembre au 2 octobre 2013 inclus ;
CONSIDÉRANT que le commissaire-enquêteur a émis le 20 octobre 2013 un avis favorable à la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à l'aménagement de la ZAC « Les Résidences Vertes » à Pulnoy ;
CONSIDÉRANT, après analyse du dossier soumis à enquête publique, qu'aucune observation n'a été formulée par le public durant l'enquête, qu'au regard de l'avis émis par l'autorité compétente en matière d'environnement sur ce projet et des conclusions du commissaire-enquêteur, que les avantages du projet l'emportent sur ses inconvénients ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - Les travaux nécessaires à l'aménagement de la zone d'aménagement concerté (ZAC) à vocation résidentielle dénommée « Les Résidences Vertes » située sur le territoire de la commune de Pulnoy sont déclarés d'utilité publique.

Article 2 - La présente déclaration d'utilité publique, valant déclaration de projet, est prononcée au profit de l'Etablissement public foncier de Lorraine (EPFL).

Article 3 - Le document exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique des travaux nécessaires à l'aménagement de la ZAC « Les Résidences Vertes » située à Pulnoy est annexé au présent arrêté.

Article 4 - L'acquisition par l'EPFL des parcelles nécessaires à la réalisation du projet visé à l'article 1er peut être opérée soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 5 - L'expropriation doit être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 6 - Le présent arrêté sera affiché pendant deux mois aux lieux ordinaires d'affichage des actes administratifs de la commune de Pulnoy et fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 - La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy.

Article 8 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur général de l'Etablissement public foncier de Lorraine et le maire de la commune de Pulnoy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à :

- M. le Président du Tribunal administratif de Nancy ;
- M. le Président de la Communauté urbaine du Grand Nancy ;
- M. Guillaume FOTRÉ – commissaire-enquêteur ;
- M. le Directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 novembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Le document exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique annexé au présent arrêté est consultable à la préfecture, direction de l'action locale, bureau des procédures environnementales.

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES 57

Bureau des procédures environnementales / Service aménagement - biodiversité - eau

Arrêté inter-préfectoral du 4 novembre 2013 autorisant, au titre des articles L. 214-1 à 6 du code de l'environnement, dans le cadre du plan de gestion, les opérations de dragage de l'UHC Moselle navigable dans les départements de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle, de NEUVES-MAISONS (54) à APACH (57)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Préfet de la Région Lorraine,

Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est,

Préfet de la Moselle,

VU le Code de l'Environnement, notamment les Livres II – Titres 1ers, dont les articles L214-1 à L214-6, la nomenclature annexée à l'article R214-1 et les articles R214-6 à R214-31 ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles et notamment ses articles 17 et 20 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté DCTAJ n° 2013-A-6 du 14 février 2013 portant délégation de signature à Monsieur Olivier du CRAY, Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté 12-BI-01 du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jean-François RAFFY, Sous-Préfet, Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens, ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 4.1.3.0 et 3.2.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU l'arrêté du 23 décembre 2009 complétant l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens, ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 4.1.3.0 et 3.2.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 30 mai 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations d'entretien de cours d'eau ou canaux soumis à autorisation ou déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.1.0. de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 27 juillet 2006 fixant les prescriptions générales applicables aux rejets soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 2.2.3.0. (1°b et 2°b) de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.3.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU le changement de statut de VNF au 1er janvier 2013 avec passage en établissement public administratif et changement de dénomination de la DIR du Nord-Est en DT Nord-Est ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhin-Meuse approuvé le 27 novembre 2009 ;

VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, reçu le 31 mai 2012 et complété le 21 novembre 2012, présenté par VOIES NAVIGABLES DE FRANCE – Direction interrégionale du Nord-Est, enregistré sous le n° 57-2012-00070 et relatif au Plan de gestion des travaux d'entretien régulier de la Moselle navigable ;

VU les avis favorables de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, du 10 juillet 2012 pour le service départemental de la Moselle et du 23 août 2012 pour le service départemental de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis favorable assorti d'observations de la Fédération de la Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique du 11 septembre 2012 ;

VU l'avis réputé favorable de la Fédération de Meurthe et Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique ;

VU l'avis favorable du Parc Naturel Régional de Lorraine du 14 septembre 2012 ;

VU l'avis favorable assorti d'observations de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine du 23 juillet 2012 ;

VU les délibérations des communes de Frouard du 19 avril 2013 et de Sierck-les-Bains du 9 avril 2013 ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 26 février 2013 organisant l'enquête du 11 avril au 15 mai 2013 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 19 juin 2013 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Meurthe-et-Moselle en séance du 12 septembre 2013 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Moselle en séance du 23 septembre 2013 ;

VU la consultation auprès du pétitionnaire du 10 octobre 2013 ;

CONSIDÉRANT que Voies Navigables de France doit avoir recours au dragage et à des opérations d'entretien des berges et de la voie d'eau pour assurer le gabarit des chenaux de navigation et permettre un bon fonctionnement hydraulique de son réseau ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R. 214-12 du code de l'environnement, il est statué par arrêté conjoint des préfets lorsque l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité sont réalisés sur plus d'un département ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRETEMENT**Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION****Article 1er - Objet de l'autorisation**

Le présent arrêté autorise l'établissement public VOIES NAVIGABLES DE FRANCE – Direction Territoriale du Nord-Est représenté par Madame la Directrice Corinne De La PERSONNE, dénommé « maître d'ouvrage », à réaliser les opérations de dragage et d'entretien sur l'unité hydrographique cohérente (UHC) de la Moselle navigable de Neuves-Maisons (département de Meurthe-et-Moselle) à Apach (département de la Moselle).

L'unité hydrographique cohérente inclut la portion du ou des bassin(s) versant(s) qui contribue aux apports sédimentaires sur la section considérée ainsi que les annexes hydrauliques (réseaux d'alimentation, rigoles d'alimentation, fossés, contre fossés, bras secondaires des rivières, etc.). Elle n'inclut pas les réservoirs d'alimentation qui feront l'objet, si nécessaire, d'une demande d'autorisation spécifique.

Les rubriques définies au tableau R. 214-1 du code de l'environnement concernées par ces opérations sont les suivantes :

Opérations de dragage		
Rubrique	Intitulé	Régime
3.2.1.0.	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés à la rubrique 4.1.30 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année : <ul style="list-style-type: none"> • Supérieur à 2 000 m3 (A) • Inférieur ou égal à 2 000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) • Inférieur ou égal à 2 000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est inférieur au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous-produits et leur devenir.	Autorisation
3.1.5.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet <ul style="list-style-type: none"> • Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A). • Dans les autres cas (D). 	Autorisation

2.2.3.0.	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0, 2.1.1.0, 2.1.2.0 et 2.1.5.0 : Le flux total de pollution brute étant : • Supérieur ou égale au niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent (A). • Compris entre les niveaux de référence R1 et R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent (D). Le produit de la concentration maximale d' <i>Escherichia coli</i> , par le débit moyen journalier du rejet situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de culture marine, d'une prise d'eau potable ou d'une zone de baignade, au sens des articles D.1332-1 et D.1332-16 du Code de la Santé Publique, étant : • Supérieur ou égal à 1011 E coli/j (A). • Compris entre 1010 à 1011 E coli/j (D).	Autorisation
Opérations d'entretien		
Rubrique	Intitulé	Régime
3.2.1.0.	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés à la rubrique 4.1.30 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année : • Supérieur à 2 000 m3 (A) • Inférieur ou égal à 2 000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) • Inférieur ou égal à 2 000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est inférieur au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous-produits et leur devenir.	Autorisation
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes, sur une longueur : 1) Supérieure ou égale à 200 m (A) 2) Supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D).	Autorisation
3.1.5.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet • Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A). • Dans les autres cas (D).	Autorisation
3.1.3.0.	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur : • Supérieure ou égale à 100 m (A). • Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m (D).	Autorisation
3.3.2.0.	Réalisation de réseaux de drainage permettant le drainage d'une superficie : • Supérieure ou égale à 100 ha (A). • Supérieure à 20 ha, mais inférieure à 100 ha (D).	Autorisation

Article 2 - Caractéristiques des activités

Les travaux d'entretien peuvent porter directement sur la voie d'eau (intervention dans le lit mineur comme le dragage), mais également sur les berges (protection contre l'érosion notamment).

Dans le cadre des opérations de dragage, les opérations suivantes seront réalisées par le maître d'ouvrage :

- Caractérisation des sédiments à extraire ;
- Dragage des sédiments par des méthodes appropriées ;
- Transports des sédiments ;
- Filières de prétraitements et de traitements des sédiments ;
- Filières de gestion des sédiments dragués.

Dans le cadre des opérations d'entretien, les opérations suivantes seront réalisées par le maître d'ouvrage :

- Entretien de la voie d'eau ;
- Entretien des berges.

La présente autorisation concerne les opérations d'entretien régulier. Les opérations d'amélioration et de création, en particulier les protections de berges devront faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre de la loi sur l'eau.

La présente autorisation ne couvre pas la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, en particulier concernant l'extraction des sédiments, leur stockage et leur traitement.

Titre II : PRESCRIPTIONS

Article 3 - Dispositions de programmation des travaux et de contrôle

3.1. Réunion annuelle de programmation des travaux

À son initiative, le maître d'ouvrage organise une réunion annuelle de programmation en novembre ou décembre de chaque année.

Lors de cette réunion annuelle, le maître d'ouvrage présente un programme annuel prévisionnel des opérations à mettre en œuvre pendant l'année N+1, ainsi que le bilan des opérations menées au cours de l'année N.

Six semaines avant cette réunion, le maître d'ouvrage adresse une version papier du programme prévisionnel et du bilan aux participants.

Le maître d'ouvrage invite à la réunion annuelle, au minimum :

- Le service police de l'eau des DDT des départements concernés,
- Le service en charge des ressources et milieux naturels de la DREAL Lorraine,
- L'Inspecteur des Installations Classées pour la protection de l'Environnement (Unités territoriales et (ou) Dreal - IIC),
- Les services départementaux de l'ONEMA,
- La délégation interrégionale Nord-Est de l'ONEMA,
- Les délégations territoriales de l'ARS des départements concernés,

- La FDPPMA des départements concernés,
- Le Parc Naturel Régional de Région Lorraine,
- tous autres organismes ou associations susceptibles d'être concernés par les travaux envisagés.

3.2. Programmation annuelle

Le programme annuel prévoit toutes les opérations que le maître d'ouvrage envisage de réaliser pendant l'année N+1, sur la base des résultats des levés bathymétriques, des résultats d'analyses des sédiments et des observations de terrain.

Des opérations supplémentaires, autres que les interventions d'urgence mentionnées à l'article 3.5., ne peuvent être ajoutées en cours d'année que de manière exceptionnelle et doivent être dûment justifiées.

Le programme annuel prévisionnel permet, concernant les opérations de dragage, de :

- définir le volume prévisionnel de sédiments à draguer sur l'année N+1,
- présenter la localisation des zones à draguer et notamment la présence ou non de zones Natura 2000 susceptibles d'être affectées par les opérations envisagées,
- présenter la qualité physico-chimique (sur la base d'analyse) des sédiments à draguer permettant de caractériser les sédiments et la destination envisagée,
- définir la période d'exécution.

Le programme annuel prévisionnel permet, concernant les opérations d'entretien, de :

- présenter la localisation des parties de voies d'eau qui feront l'objet de travaux sur l'année N+1 et notamment la présence ou non de zones Natura 2000 susceptibles d'être affectées par les opérations envisagées,
- présenter les techniques qui seront mises en œuvre,
- définir la période d'exécution.

Les périodes d'exécution des opérations de dragage ou des opérations d'entretien proposées par le maître d'ouvrage sont validées au cours de la réunion annuelle de programmation.

3.3. Bilan annuel

Lors de la réunion annuelle, le maître d'ouvrage présente un bilan des opérations menées au cours de l'année N.

Le bilan annuel contient les éléments suivants :

- une présentation des volumes dragués avec leur localisation,
- une présentation des résultats d'analyses effectuées,
- une présentation des filières de gestion des sédiments utilisées,
- une présentation des interventions d'entretien menées avec leur localisation,
- une présentation des mesures de précaution et mesures réductrices particulières mises en œuvre dans le cadre d'interventions spécifiques,
- un bilan des accidents – incidents et mesures correctrices mises en œuvre.

3.4. Validation des opérations

Pour chaque opération de dragage ou d'entretien et au moins trois mois avant la phase travaux, le maître d'ouvrage transmet la fiche d'actions des opérations de dragage ou la fiche d'actions des opérations d'entretien pour validation, au service Police de l'eau du département concerné.

En présence de zones Natura 2000 susceptibles d'être affectées par les opérations envisagées, une fiche d'incidence NATURA 2000 est annexée à la fiche d'actions correspondante. La fiche est détaillée et précise clairement les impacts environnementaux et les mesures d'évitement, de réduction et de compensation.

Cette fiche d'action est instruite par le service Police de l'eau en collaboration avec le service Police de la nature qui vérifie le respect des conditions de programmation et d'exécution, telles que décrites dans le dossier de demande d'autorisation déposé par le maître d'œuvre, et du respect des prescriptions de la présente autorisation.

Le service Police de l'Eau se réserve le droit, sur avis motivé, de refuser la réalisation des travaux, notamment si ceux-ci se font durant les périodes de reproduction des oiseaux (mois d'août).

3.5. Opérations d'urgence

Les travaux d'urgence sont effectués selon les conditions l'article R214-44 du Code de l'Environnement.

3.6. Conditions de diffusion des documents

Les données présentées lors de la réunion annuelle (programmation et bilan) et les fiches d'actions sont considérées comme publiques et accessibles en tant que telles. Le maître d'ouvrage publie ces documents sur le site internet de son choix, dont l'adresse est indiquée sur chaque document.

3.7. Exécution et contrôle

Le plan de gestion des travaux d'entretien régulier tel qu'il figure au dossier de demande d'autorisation et les opérations qui en découlent peuvent faire l'objet d'un contrôle par le service en charge de la police de l'eau au titre de la loi sur l'eau.

Le service Police de l'eau de la Moselle rapporte auprès de la mission inter-services de l'eau le bilan annuel commenté fourni par le maître d'ouvrage.

Cinq ans après le début de l'autorisation, le maître d'ouvrage fournit un bilan du plan de gestion et, le cas échéant, une actualisation du plan de gestion relative à la prise en compte des progrès technologiques constatés et de l'évolution de la réglementation.

Article 4 - Prescriptions spécifiques

4.1. Caractérisation des matériaux de dragage

Pour chaque opération de dragage le maître d'ouvrage procède à des prélèvements et analyses des sédiments à draguer. À partir de ces éléments, le maître d'ouvrage réalise une étude de caractérisation des sédiments. Les résultats obtenus sont ensuite interprétés afin d'établir un état des lieux de la qualité des sédiments avant dragage. Ces résultats et le rapport d'analyse sont transmis au service police de l'eau dans les plus brefs délais.

Les échantillons de sédiments doivent être représentatifs du contexte local au moment des travaux. Leur nombre et les modalités d'obtention doivent être cohérents avec la surface concernée, la nature granulométrique et physico-chimique du sédiment.

Les paramètres physico-chimiques analysés sont ceux décrits dans l'article 5 de l'arrêté du 30 mai 2008.

4.2. Aire de stockage des sédiments

Le maître d'ouvrage recueille l'accord des propriétaires des terrains sur lesquels il compte installer les dépôts de sédiments dragués.

En cas de dépôts de sédiments sur des terrains agricoles, la Chambre d'Agriculture du département concerné doit être consultée et un protocole permettant de gérer les conditions de mise en dépôt doit être signé entre les deux parties.

En cas d'épandage sur des terrains agricoles, la Chambre d'Agriculture doit disposer des résultats d'analyse des sédiments, notamment traces métalliques, hydrocarbures, HAP, PCB et écotoxicité ; le plan d'épandage doit être validé par le service Police de l'Eau et la Chambre d'Agriculture.

Les dépôts de sédiments sur les zones humides ou en lit majeur de cours d'eau sont proscrits. En cas de doute sur le caractère humide d'une zone, une caractérisation de cette zone est faite par le maître d'ouvrage.

4.3. Bief utilisé pour la défense incendie

Le maître d'ouvrage listera les biefs habituellement utilisés pour la défense incendie sur l'ensemble de l'Unité Hydrographie Cohérente de la Moselle canalisée.

La fiche d'actions des opérations de dragage est complétée en intégrant au chapitre 2 « Contraintes environnementales » - tableau EAU une ligne « Bief utilisé pour la défense incendie ».

Trois mois avant le début de chaque opération de dragage, le maître d'ouvrage en informe le Service Départemental d'Incendie et de Secours du département concerné et les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement bordant la voie d'eau.

4.4. Protection des captages d'Alimentation en Eau Potable

Les opérations de dragage d'entretien dans le périmètre de protection immédiat d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine sont interdites conformément à l'article R. 1321-13 du code de la santé publique.

Le maître d'ouvrage se doit de respecter les prescriptions relatives aux périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine.

Le maître d'ouvrage informe, au moins 3 mois avant le début des travaux, les exploitants de captages et l'Agence Régionale de la Santé lorsque des opérations de dragage se situent dans le périmètre de protection d'un captage.

Aucune zone de stockage des sédiments ne se situera à l'intérieur d'un périmètre de protection de captage, qu'il soit couvert ou non réglementairement par une Déclaration d'Utilité Publique.

L'entretien et le ravitaillement du matériel de chantier devront être réalisés hors des périmètres de protection rapprochée de captage et, en cas d'impossibilité technique, sur rétention adaptée.

En cas de forte vulnérabilité du captage ou en cas de contamination avérée des sédiments localisés à proximité de la zone de captage, le renforcement du contrôle sanitaire des eaux brutes captées pour un usage alimentaire est à la charge du bénéficiaire de la présente autorisation.

En cas de pollution engendrée par les travaux de dragage en amont d'un captage d'AEP, les analyses rendues nécessaires à celles pratiquées pour la production d'eau potable sont à la charge du bénéficiaire de la présente autorisation.

4.5. Protection des frayères

Si des frayères sont détruites, celles-ci seront reconstituées. Un inventaire des frayères est fait sur chaque zone de travaux et transmis au service police de l'eau.

Les travaux interviennent hors de la période de reproduction des espèces piscicoles pouvant se reproduire dans le canal.

4.6. Pêche de sauvegarde

En cas d'opération de dragage à sec ou toutes autres opérations influant sur le niveau de l'eau dans l'unité hydrographique cohérente, le maître d'ouvrage fait réaliser à ses frais les pêches électriques de sauvegarde par une structure agréée.

Titre III : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**Article 5 - Durée de l'autorisation**

La présente autorisation est accordée pour une durée de 10 ans à compter de sa notification au pétitionnaire.

Article 6 - Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 7 - Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 8 - Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer au préfet, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

En cas d'incident pouvant impacter la qualité sanitaire des eaux distribuées, le maître d'ouvrage s'engage à informer le gestionnaire de la ressource en eau potable, la délégation territoriale de l'Agence Régionale de la Santé et le Service Police de l'Eau de la DDT.

Article 9 - Conditions de renouvellement de l'autorisation

Avant l'expiration de la présente autorisation, le pétitionnaire, s'il souhaite en obtenir le renouvellement, devra adresser au préfet une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définies à l'article R 214-20 du code de l'environnement.

Article 10 - Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 11 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 12 - Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations, notamment en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement (en particulier l'extraction des sédiments, leur stockage et leur traitement), d'incidence Natura 2000 ou de destruction d'espèces protégées.

Article 13 - Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de la Moselle, et aux frais du demandeur, VOIES NAVIGABLES DE FRANCE – DT Nord-Est, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans chacun des départements de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché pendant une durée minimale d'un mois dans la mairie des communes :

Dans le département de Meurthe-et-Moselle : AINGERAY, ARNAVILLE, ATTON, AUTREVILLE-SUR-MOSELLE, BELLEVILLE, BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON, CHALIGNY, CHAMPEY-SUR-MOSELLE, CHAUDENEY-SUR-MOSELLE, CUSTINES, DIEULOUARD, DOMMARTIN-LES-TOUL, FONTENOY-SUR-MOSELLE, FROUARD, GONDREVILLE, LIVERDUN, LOISY, MARBACHE, MARON, MILLERY, NEUVES-MAISONS, NORROY-LES-PONT-A-MOUSSON, PAGNY-SUR-MOSELLE, PIERRE-LA-TREICHE, POMPEY, PONT-A-MOUSSON, PONT-SAINT-VINCENT, SEXEY-AUX-FORGES, TOUL, VANDIERES, VILLERS-LE-SEC, VILLEY-SAINT-ETIENNE, VITTONVILLE.

Dans le département de la Moselle : ANCY-SUR-MOSELLE, APACH, ARGANCY, ARRY, ARS-SUR-MOSELLE, AY-SUR-MOSELLE, BASSE-HAM, BERG-SUR-MOSELLE, BERTRANGE, BOUSSE, CATTENOM, CHIEULLES, CONTZ-LES-BAINS, CORNY-SUR-MOSELLE, DORNOT, ENNERY, GAVISSE, GUENANGE, HAGONDANGE, HAUCONCOURT, HAUTE-KONTZ, ILLANGE, JOUY-AUX-ARCHES, JUSSY, KOENIGSMACKER, LA MAXE, LE BAN-SAINT-MARTIN, LONGEVILLE-LES-METZ, MALLING, MALROY, MANOM, METZ, MONDELANGE, MONTIGNY-LES-METZ, MOULINS-LES-METZ, NOVEANT-SUR-MOSELLE, RETTEL, RICHEMONT, RUSTROFF, SAINT-JULIEN-LES-METZ, SCY-CHAZELLES, SIERCK-LES-BAINS, TALANGE, THIONVILLE, UCKANGE, VAUX, WOIPPY, YUTZ.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information en préfecture de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et Moselle et mis à disposition du public sur le site internet des préfectures de la Meurthe-et-Moselle et de la Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 14 - Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par le pétitionnaire et dans un délai de un an par les tiers dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Article 15 - Exécution – diffusion

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice de la Direction territoriale Nord-Est de Voies navigables de France, les maires des communes susvisées, les Chefs des Services Départementaux de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire, et dont copie conforme sera adressée aux :

- Directeur Départemental des Territoires de la Moselle,
- Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle,
- Directrice de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
- Directeur du Parc Naturel Régional de Lorraine,
- Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours de la Moselle,
- Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle,
- Présidents des Fédérations Départementales pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Le Préfet de la Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Olivier du CRAY

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG

Centre de Détention d'ECROUVES - Décision du 15 novembre 2013 portant délégations de signature pour des décisions administratives individuelles

Monsieur Alexandre BOUQUET, Directeur du Centre de Détention d'ECROUVES,

VU le code de procédure pénale, notamment son article R57-6-24 ;

VU l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 ;

VU l'article 30 du décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 ;

VU l'arrêté du ministre de la justice en date du 27 février 2013 nommant Monsieur Alexandre BOUQUET en qualité de chef d'établissement du Centre de détention d'ECROUVES ;

D E C I D E

Article 1er - Délégation permanente est donnée à Madame Katia SIRE-GELIS, Directrice des services pénitentiaires, adjointe au chef d'établissement, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 2 - Délégation permanente est donnée à Monsieur DEMANGE Damien, Lieutenant pénitentiaire, chef de détention, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 3 - Délégation permanente est donnée à Messieurs RENAUD André et RIEU Christian, directeurs techniques, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, au titre de la direction d'astreinte toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 4 - Délégation permanente est donnée aux officiers suivants :

- BORGHESI Stéphane, Lieutenant pénitentiaire
- FAZLIC Jasminko, Lieutenant pénitentiaire
- LESUEUR Pascale, lieutenant pénitentiaire

aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 5 - Délégation permanente est donnée à Monsieur BARILE Dominique, directeur technique, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, au titre de Responsable Local de la Formation Professionnelle et du Travail toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 6 - Délégation permanente est donnée à Messieurs les personnels d'encadrement suivants :

- CAPITAN Yannick, 1er surveillant
- GABARROT Xavier, 1er surveillant
- HAMIDA Houda, 1ère surveillante
- MARCHAL Emmanuel, 1er surveillant
- NOUE Pascal, 1er surveillant
- PIERSON Robert, 1er surveillant
- ROUERS Marc, 1er surveillant
- ROUSSY Jean Claude, 1er surveillant

aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Ecrouves, le 15 novembre 2013

Le Directeur,
Alexandre BOUQUET

Le Chef d'établissement du Centre de Détention d'ECROUVES donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (R.57-6-24 ; R.57-7-5) aux personnes désignées et pour les décisions ci-dessous :

Décisions administratives individuelles	Sources : code de Procédure pénale	Directrice Adjointe	Chef de Détention	Directeur technique d'astreinte	Officiers	RLFPT	Majors et premiers surveillants
Présidence et désignation des membres de la CPU	D. 90	X	X				
Mesures d'affectation des personnes détenues en cellule	R. 57-6-24	X	X	X	X		X
Affectation des personnes détenues malades dans des cellules situées à proximité de l'UCSA	D. 370	X	X	X	X		
Désignation des personnes détenues autorisées à participer à des activités	D. 446	X	X		X		
Destination à donner aux aménagements faits par une personne détenue dans sa cellule, en cas de changement de cellule, de transfert ou de libération	D. 449	X	X		X		
Demande de modification du régime d'une personne détenue, de transfèrement ou d'une mesure de grâce	D. 254	X	X		X		
Décision en cas de recours gracieux des personnes détenues, requêtes ou plaintes	D. 259	X	X	X	X	X	
Usage des armes	D. 267	X					
Retrait à une personne détenue pour des raisons de sécurité, de médicaments, matériels et appareillages médicaux lui appartenant et pouvant permettre un suicide, une agression ou une évasion	D. 273	X	X	X			
Interdiction pour une personne détenue de participer aux activités sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité	D. 459-3	X	X	X	X		X
Décision de procéder à la fouille des personnes détenues	R. 57-7-79	X	X	X	X		
Demande d'investigation corporelle interne adressée au procureur de la République	R. 57-7-82	X					
Emploi des moyens de contrainte à l'encontre d'une personne détenue	D. 283-3	X	X	X	X		X
Placement à titre préventif en cellule disciplinaire ainsi qu'en cellule de confinement	R. 57-7-18	X	X		X		X
Suspension à titre préventif de l'activité professionnelle	R. 57-7-22	X	X		X	X	
Engagement des poursuites disciplinaires	R. 57-7-15	X	X				
Présidence de la commission de discipline	R. 57-7-6	X	X				
Désignation des membres assesseurs de la commission de discipline	R. 57-7-8	X	X				
Prononcé des sanctions disciplinaires	R. 57-7-7	X	X				
Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires	R. 57-7-54 à R. 57-7-59	X	X				
Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions	R. 57-7-60	X	X				
Désignation d'un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	R. 57-7-25 ; R. 57-7-64	X	X		X		
Autorisation pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité organisée pour les détenus soumis au régime de détention ordinaire	R. 57-7-62	X	X				
Autorisation pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité commune aux personnes placées au quartier d'isolement	R. 57-7-62	X	X				
Décision de ne pas communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires	R. 57-7-64	X					
Proposition de prolongation de la mesure d'isolement	R. 57-7-64 ; R. 57-7-70	X	X				
Placement provisoire à l'isolement des personnes détenues en cas d'urgence	R. 57-7-65	X	X	X			
Placement initial des personnes détenues à l'isolement et premier renouvellement de la mesure	R. 57-7-66 ; R. 57-7-70	X	X				
Levée de la mesure d'isolement	R. 57-7-72 ; R. 57-7-76	X	X				
Fixation de la somme que les personnes détenues placées en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur, d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir, sont autorisés à détenir	D. 122	X	X				
Autorisation pour les condamnés d'opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif	D. 330	X	X				
Autorisation pour une personne détenue de retirer des sommes de son livret de Caisse d'Epargne	D. 331	X	X				
Autorisation pour les personnes détenues d'envoyer à leur famille, des sommes figurant sur leur part disponible	D. 421	X	X				
Autorisation pour une personne détenue hospitalisée de détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif	D. 395	X	X				
Autorisation pour les personnes détenues de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite	D. 422	X	X				
Retenue sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés	D. 332	X	X		X		
Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux dont sont porteurs les détenus à leur entrée dans un établissement pénitentiaire	D. 337	X	X		X		
Autorisation de remise à un tiers, désigné par la personne détenue, d'objets lui appartenant qui ne peuvent pas être transférés en raison de leur volume ou de leur poids	D. 340	X	X		X		
Suspension de l'habilitation d'un personnel hospitalier de la compétence du chef d'établissement	D. 388	X	X				
Suspension provisoire, en cas d'urgence, de l'agrément d'un mandataire agréé	R. 57-6-16	X					
Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves	D. 473	X					
Autorisation d'accéder dans l'établissement pénitentiaire	R. 57-6-24 ; D. 277	X	X				
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire des personnels hospitaliers non titulaires d'une habilitation	D. 389	X	X		X		
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnes intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé	D. 390	X	X				
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnels des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite	D. 390-1	X	X				
Autorisation pour des ministres du culte extérieur de célébrer des offices ou prêches	D. 439-4	X					
Autorisation donnée pour des personnes extérieures d'animer des activités pour les détenus	D. 446	X					
Délivrance des permis de communiquer aux avocats dans les autres cas que ceux mentionnés à l'alinéa 1 de l'article R57-6-5	R. 57-6-5	X					
Délivrance, refus, suspension, retrait des permis de visite des condamnés, y compris lorsque le visiteur est un auxiliaire de justice ou un officier ministériel	R. 57-8-10	X	X	X			
Décision que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation	R. 57-8-12	X	X	X	X		
Interdiction pour des personnes détenues condamnées de correspondre avec des personnes autres que leur conjoint ou leur famille	D. 414	X					
Rétention de correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée	R. 57-8-19	X					
Autorisation – refus – suspension - retrait de l'accès au téléphone pour les personnes détenues condamnées	R. 57-8-23	X	X	X	X		
Autorisation de recevoir des colis par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, ou par voie postale pour les personnes détenues ne recevant pas de visite.	D. 431	X	X		X		
Autorisation de recevoir par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, des publications écrites et audiovisuelles	D. 443-2	X	X				
Interdiction d'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos ou signes injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du service public pénitentiaire ou des personnes détenues	R. 57-9-8	X	X				
Proposition aux personnes condamnées d'exercer une activité ayant pour finalité la réinsertion	Art 27 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009	X	X		X	X	
Autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale	D. 436-2	X	X		X		
Refus opposé à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement	D. 436-3	X					
Signature d'un acte d'engagement concernant l'activité professionnelle des personnes détenues	R. 57-9-2	X	X		X	X	
Autorisation pour les personnes détenues de travailler pour leur propre compte ou pour des associations	D. 432-3	X	X			X	
Déclassement ou suspension d'un emploi	D. 432-4	X				X	
Autorisation de recevoir par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, des publications écrites et audiovisuelles	D. 443-2	X	X				
Interdiction d'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos ou signes injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du service public pénitentiaire ou des personnes détenues	R. 57-9-8	X	X				
Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur	D. 124	X	X	X			

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Etablissements de santé***Arrêté ARS N° 2013-1100 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale à la MATERNITE REGIONALE**

EJ FINESS : 540000031 - ET FINESS : 540000015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE**Article 1er** - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 94 533 €**Article 2** - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.**Article 3** - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1101 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale au Centre Hospitalier de TOUL

EJ FINESS : 540000049 - ET FINESS : 540000023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE**Article 1er** - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 51 516 €**Article 2** - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.**Article 3** - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1103 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale au Centre Hospitalier de LUNEVILLE

EJ FINESS : 540000080 - ET FINESS : 540000155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE**Article 1er** - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 57 133 €**Article 2** - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.**Article 3** - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1104 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON

EJ FINESS : 540000106 - ET FINESS : 540000296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

AR R E T E

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 19 160 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1105 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale à la Maison Hospitalière SAINT CHARLES

EJ FINESS : 540000122 - ET FINESS : 540000395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

AR R E T E

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 8 110 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1106 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale au CENTRE JACQUES PARISOT

EJ FINESS : 540006707 - ET FINESS : 540000668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

AR R E T E

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 4 276 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1107 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale au Centre Hospitalier de BRIEY

EJ FINESS : 540000767 - ET FINESS : 540001070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

AR R E T E

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 80 056 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1108 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale à l'Association Hospitalière de JOEUF
EJ FINESS : 540000882 - ET FINESS : 540001104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 9 443 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1109 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale à l'INSTITUT DE CANCEROLOGIE DE LORRAINE
EJ FINESS : 540003019 - ET FINESS : 540001286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 108 087 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1110 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale au CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE de NANCY
EJ FINESS : 540002078 - ET FINESS : 540001138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 842 562 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1111 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale au SINICAL
EJ FINESS : 540020112 - ET FINESS : 540000163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 73 944 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1112 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale à l'ALTIR

EJ FINESS : 540001112 - ET FINESS : 540000981

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 20 260 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1113 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale au CENTRE D'AUTODIALYSE ET UNITE MEDICALISEE ALTIR

EJ FINESS : 540001112 - ET FINESS : 540008380

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 9 313 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1114 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale au CENTRE D'AUTODIALYSE ALTIR

EJ FINESS : 540001112 - ET FINESS : 540018876

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 594 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1115 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale au CENTRE D'AUTODIALYSE ALTIR

EJ FINESS : 540001112 - ET FINESS : 550002885

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 2 558 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1116 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale au CENTRE D'AUTODIALYSE ALTIR

EJ FINESS : 540001112 - ET FINESS : 550005219

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 1 837 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1117 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale au CENTRE D'AUTODIALYSE ALTIR

EJ FINESS : 540001112 - ET FINESS : 570003905

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 5 213 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1118 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale au CENTRE D'AUTODIALYSE ALTIR

EJ FINESS : 540001112 - ET FINESS : 570011635

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 1 885 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1119 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale au CENTRE D'AUTODIALYSE ALTIR
EJ FINESS : 540001112 - ET FINESS : 570022830

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 559 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1120 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale au CENTRE D'AUTODIALYSE ALTIR
EJ FINESS : 540001112 - ET FINESS : 880001458

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 548 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Vosges.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1121 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale au CENTRE D'AUTODIALYSE ALTIR
EJ FINESS : 540001112 - ET FINESS : 880001730

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 700 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Vosges.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1122 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale au CENTRE D'AUTODIALYSE ALTIR
EJ FINESS : 540001112 - ET FINESS : 880785019

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 2 453 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Vosges.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1123 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale au CENTRE D'AUTODIALYSE ALTIR
EJ FINESS : 540001112 - ET FINESS : 880785548

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 1 224 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Vosges.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1127 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale à l'HADAN
EJ FINESS : 540010519 - ET FINESS : 540010568

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 11 769 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1128 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale à la CLINIQUE JEANNE D'ARC
EJ FINESS : 540003928 - ET FINESS : 540000361

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 18 515 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1129 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale à la CLINIQUE AMBROISE PARE
EJ FINESS : 540000890 - ET FINESS : 540000445

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 31 964 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1130 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale à la CLINIQUE SAINT-ANDRE
EJ FINESS : 540000908 - ET FINESS : 540000452

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 33 477 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1131 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale à la CLINIQUE LOUIS PASTEUR
EJ FINESS : 540003449 - ET FINESS : 540000478

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 95 404 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1132 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale à la POLYCLINIQUE GENTILLY
EJ FINESS : 540000932 - ET FINESS : 540000486

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 117 364 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1133 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale à la POLYCLINIQUE MAJORELLE
EJ FINESS : 540000536 - ET FINESS : 540013224

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 42 575 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1143 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale à ALPHA SANTE
EJ FINESS : 570010181 - ET FINESS : 540001096

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;
VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 88 031 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1202 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2013, par la Maternité Régionale de NANCY ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 973 303 € soit :

- 1) 2 952 144 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 580 024 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes, 190 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 23 654 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 345 054 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 3 222 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 837 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 5 600 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 14 722 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
 - 14 722 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la Maternité Régionale de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1203 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2013, par le Centre Hospitalier de TOUL ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 563 690 € soit :

- 1) 1 530 372 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 273 312 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 28 248 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 2 082 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 225 114 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 616 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 9 958 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 23 360 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1204 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2013, par le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 762 662 € soit :

- 1) 1 724 011 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 545 185 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
 - 23 599 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 4 131 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 147 063 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 4 033 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 1 532 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
3) 34 953 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
4) 2 166 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

2 166 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME.

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1205 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2013, par le Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 455 481 € soit :

- 1) 454 344 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
392 421 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
8 799 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
429 € au titre des forfaits "de petit matériel" (FFM) ;
52 202 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
493 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 1 137 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1206 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2013, par le Centre Hospitalier de BRIEY ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 585 532 € soit :

- 1) 2 367 648 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 033 408 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
47 056 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
12 826 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
270 401 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
3 957 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 189 414 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 28 470 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1207 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2013, par le Centre Jacques Parisot à BAINVILLE-SUR-MADON ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 149 855 € soit :

149 855 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

149 855 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques Parisot à BAINVILLE-SUR-MADON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1208 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2013, par l'Association Hospitalière de JOEUF ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 235 172 € soit :

235 172 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

183 060 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

50 543 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

1 569 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1209 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2013, par l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 655 371 € soit :

1) 3 232 384 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 978 828 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

252 163 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 393 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 418 997 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 2 737 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 1 253 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

1 253 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1210 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2013, par la Maison Hospitalière de BACCARAT ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 139 037 € soit :

139 037 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

139 037 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes.

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1211 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2013, par la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 232 592 € soit :

1) 232 386 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

230 602 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

1 784 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 206 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1212 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2013, par le Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à NANCY ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 490 460 € soit :

- 1) 2 245 720 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 029 704 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
9 890 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
205 955 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
171 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 3 397 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 239 995 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 1 348 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
1 348 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1214 du 20 novembre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2013
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2013, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 28 392 689 € soit :

1) 24 970 023 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

22 047 582 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

90 743 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 786 374 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

17 861 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

27 463 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 2 375 565 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 976 194 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 70 907 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

60 578 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

10 329 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,

Philippe ROMAC

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Produits de santé et biologie

Arrêté N° 2013-0971 du 27 septembre 2013 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée S.E.L.A.S. « ESPACEBIO » sise 18 avenue Leclerc de Hauteclocque à METZ (57000) enregistrée sous le N° 57-01

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique, sixième partie, livre 2ème ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 modifiée portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU la loi n° 2013-442 du 30 mai 2013 portant réforme de la biologie médicale ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 modifiée relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU le décret du 13 décembre 2012 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de Directeur général de l'Agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté du Préfet de la Moselle DCTAJ n°2012-A-119 du 17 décembre 2012 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Claude d'HARCOURT Directeur général de l'Agence régionale de santé de la région Lorraine ;

VU l'arrêté du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Lorraine n°2013-0111 en date du 30 janvier 2013 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée S.E.L.A.S. « ESPACEBIO » dont le siège social se situe à Metz (57000), 18 avenue Leclerc de Hauteclouque ;

VU l'arrêté du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Lorraine n° 2013-0654 en date du 27 juin 2013 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée S.E.L.A.S. « Laboratoire SIEST », enregistrée sous le n°54-06, dont le siège social se situe à Pont-à-Mousson (54700), 248 avenue Henri Dunant ;

VU la notification d'entrée effective dans une démarche d'accréditation, établie par le COFRAC, les 14 février et 26 avril 2013 respectivement pour les laboratoires de biologie médicale exploités par les S.E.L.A.S. « Laboratoire SIEST » et « ESPACEBIO » ;

CONSIDÉRANT la demande, présentée le 13 février 2013 par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats (SELARL GSA) au nom et pour le compte de la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO », portant sur :

- la cession d'une action appartenant à la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO » par M. Michel PAX au profit de M. Gérard PETITPAS, avec effet au 1er novembre 2012 ;

- la nomination de M. Gérard PETITPAS, pharmacien biologiste, aux titre et fonctions de biologiste-coresponsable, associé et directeur général de ladite S.E.L.A.S., avec effet au 1er novembre 2012 ;

CONSIDÉRANT l'enregistrement du dossier, en date du 19 mars 2013, par la Section G de l'Ordre national des Pharmaciens ;

CONSIDÉRANT la demande, présentée le 3 mai 2013, par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats (SELARL GSA) au nom et pour le compte de la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO », portant sur la démission de M. Michel CHARON de ses titre et fonctions de biologiste médical à compter du 27 mars 2013 ;

CONSIDÉRANT sa radiation, en date du 29 mai 2013, du tableau de la Section G de l'Ordre national des Pharmaciens, à partir du 27 mars 2013 pour l'exercice de ses fonctions en qualité de biologiste médical (salarié) ;

CONSIDÉRANT la demande, présentée le 27 mai 2013 et complétée les 25 juin, ainsi que 16 juillet 2013, par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats (SELARL GSA) au nom et pour le compte de la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO », portant sur :

- la fusion par voie d'absorption de la S.E.L.A.S. « Laboratoire SIEST » par la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO », avec effet rétroactif au 1er octobre 2012 ;

- l'augmentation du capital social de la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO », ainsi que la modification de sa répartition ;

- la nomination de Mmes Anne SIEST, médecin biologiste, Françoise CAUTAIN, Marie-Madeleine GALTEAU et Adeline SCHIRRA ainsi que M. Jean-Luc SALLERIN, pharmaciens biologistes, en qualité de nouveaux associés de la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO », aux titre et fonctions de biologistes-coresponsables et directeurs généraux ;

- la nomination de Mme Audrey BARBIER, pharmacien biologiste, en qualité de nouvelle associée de la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO », aux titre et fonctions de biologiste médical ;

- la démission de M. Hicham BOUGHALI, pharmacien biologiste, de ses titre et fonctions de biologiste-coresponsable et directeur général de la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO », avec effet au 3 mai 2013, et la cession des 10 actions qu'il détenait au profit de Mmes Françoise CAUTAIN, Marie-Madeleine GALTEAU et Audrey BARBIER ainsi que de la SARL MPA FINANCES ;

- la démission de M. Cristian STOICA, médecin biologiste, de ses titre et fonctions de biologiste-coresponsable et directeur général de la S.E.L.A.S. « Laboratoire SIEST », avec effet au 30 juin 2013, et la cession de l'action qu'il détenait au profit Mme Anne SIEST ;

- la prorogation des mandats de directeur général et des fonctions de biologiste coresponsable respectivement de Mme Nicole DILIGENT jusqu'au 30 juin 2014 et de Mme Danièle MOLINARI jusqu'au 31 juillet 2014 ;

- le terme de l'usage de ses titre et fonctions de biologiste médical exercées, au sein de la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO », par M. Jacques BAILLET, pharmacien biologiste, fixé au 30 juin 2013 ;

CONSIDÉRANT l'enregistrement du dossier, en date du 18 juin 2013, par la Section G de l'Ordre national des Pharmaciens ;

CONSIDÉRANT la demande, présentée le 1er juillet 2013 et complétée les 6 août ainsi que les 13 et 16 septembre 2013, par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats (SELARL GSA) au nom et pour le compte de la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO » portant sur la nomination de Mme Anne-Lise GRESSOT à compter du 6 mai 2013 ;

CONSIDÉRANT son inscription, en date du 3 septembre 2013, au Tableau de la Section G de l'Ordre national des Pharmaciens, à partir du 30 août 2013 pour l'exercice de ses fonctions en qualité de biologiste médical (salarié) ;

CONSIDÉRANT les pièces complémentaires transmises, le 30 juillet 2013, par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats (SELARL GSA) portant sur la nomination de Mme Béatrice AUBRY-RAEL, pharmacien biologiste, aux titre et fonctions de biologiste médical au sein de la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO », à compter du 1er février 2013 ;

CONSIDÉRANT son inscription, en date du 30 avril 2013, au Tableau de la Section G de l'Ordre national des Pharmaciens, à partir du 1er février 2013 pour l'exercice de ses fonctions en qualité de biologiste médical (salarié) ;

CONSIDÉRANT la demande, présentée le 24 septembre 2013, par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats (SELARL GSA) au nom et pour le compte de la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO » portant sur la nomination de Mme Frédérique RUSPINI, pharmacien biologiste, aux titre et fonctions de biologiste médical au sein de la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO », à compter du 4 octobre 2013 ;

CONSIDÉRANT l'inscription au tableau du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de la Moselle, sous le n° 2013-68, la SELAS « ESPACEBIO » dont le siège social est situé 18 avenue Leclerc de Hauteclouque - 57000 METZ, en date du 12 septembre 2013 ;

CONSIDÉRANT l'inscription au tableau du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de la Moselle, sous le n° 01-2013, la SPFPL « BIO ART » dont le siège social est situé 185 rue du Grand Cerf - 57000 METZ, en date du 12 septembre 2013.

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté n°2013-0111 susvisé relatif à l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée (S.E.L.A.S.) dénommée « ESPACEBIO » sont remplacées par les suivantes :

Dénomination sociale :

« ESPACEBIO »

Siège social :

18 avenue Leclerc de Hauteclouque

57000 METZ

Forme juridique :

Société d'exercice libéral par actions simplifiée (S.E.L.A.S.)

Sites exploités : la Société d'exercice libéral par actions simplifiée (S.E.L.A.S.) « ESPACEBIO », agréée sous le n° 57-01, exploite le laboratoire de biologie médicale multi-sites situé 18 avenue Leclerc de Hauteclouque - 57000 METZ, autorisé sous le n° 57-01 et implanté sur les vingt-neuf sites ci-dessous :

- 18 avenue Leclerc de Hauteclouque - 57000 METZ

- 14 rue Charlemagne - 57000 METZ

- 23 rue Raymond Poincaré - BP 189 - 57505 SAINT-AVOLD CEDEX

- 57 Grand'Rue - 57280 MAIZIERES-LES-METZ

- 44 rue Saint-Sauvant - 57730 VALMONT

- 9 rue de Metz - 54150 BRIEY

- 21 rue de la Liberté - 54490 PIENNES

- 17 boulevard d'Alsace - 57070 METZ

- 24 rue Jean Burger - 57070 SAINT-JULIEN-LES-METZ

- 12 rue Clemenceau - 57430 SARRALBE

- 10 avenue Robert Schuman - 57000 METZ
- 19-21 place du Quarteau - 57000 METZ
- 22 rue du Commandant Brasseur - 57000 METZ
- 12 place Georges Clemenceau - 57220 BOULAY
- 48 place de la République - 54800 JARNY
- 44 rue Nationale - 57600 FORBACH
- 18 place Aristide Briand - 57600 FORBACH
- 1 rue Victor Hugo - 57450 THEDING
- 45 rue Saint Pierre - 57000 METZ
- 156 rue de Metz - 57525 TALANGE
- 12 place de la République - 57100 THIONVILLE
- 40 rue de la Gare - 57150 CREUTZWALD
- 13 rue des Généraux Crémier - 57200 SARREGUEMINES
- 4 rue Alfred Labbé - 54350 MONT-SAINT-MARTIN
- 248 avenue Henri Dunant - 54700 PONT-A-MOUSSON
- 4 RD 657 - 54700 PONT-A-MOUSSON
- 3 rue des Aulnois - 54530 PAGNY-SUR-MOSELLE
- 31 rue Clémenceau - 57185 CLOUANGE
- 29 rue Saint-Laurent - 54702 PONT-A-MOUSSON.

Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :

- Monsieur Michel PAX, biologiste médical, Médecin
- Monsieur Jean Philippe RAULT, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Hervé BRULE, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Christophe KAJZER, biologiste médical, Médecin
- Madame Pascale ERRARD, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Marie-Hélène CLAUDET, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jacques DAROLLES, biologiste médical, Médecin
- Madame Danièle MOLINARI, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Gérard GOS, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Sarah SCHILLINGER, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Richard WASELS, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Marie-Odile DENJEAN, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Nicole DILIGENT, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Aurélie JAGER, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Lorène ROWDO, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jean-Jacques SCHNEIDER, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jocelyn THONNON, biologiste médical, Médecin
- Madame Rebecca PHILIPPS, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jean-Louis NEUMANN, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Dominique AUBERTIN, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Aurélie PALMIERI, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Brigitte BERNAT, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Anne SIEST-DOLEANS, biologiste médical, Médecin
- Madame Adeline SCHIRRA, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Françoise CAUTAIN, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jean-Luc SALLERIN, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Marie-Madeleine GALTEAU, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Gérard PETITPAS, biologiste médical, Pharmacien.

Les fonctions de biologiste médical sont assurées par:

- Monsieur Philippe VALANTIN, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Aurélie MELIN, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Audrey BARBIER, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Béatrice AUBRY-RAEL, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Anne-Lise GRESSOT, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Frédérique RUSPINI, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Christiane WITTMER, biologiste médical, dans la limite du domaine de spécialisation pour lequel elle est agréée (pratique d'activités biologiques d'assistance médicale à la procréation : AMP).

Article 2 - Toute modification relative à l'organisation générale du laboratoire ainsi que toute modification apportée à sa structure juridique et financière survenue postérieurement au présent arrêté doit faire l'objet d'une déclaration.

Article 3 - Les dispositions du présent arrêté peuvent faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois, à compter de la notification pour les intéressés ou de l'exécution des formalités de publication pour les tiers :

- auprès de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS 07 SP - pour le recours hiérarchique ;
- devant le Tribunal Administratif de Strasbourg - 31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 STRASBOURG CEDEX - pour le recours contentieux.

Article 4 - Le Directeur général de l'Agence régionale de santé de Lorraine et le Préfet de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO » - 18 avenue Leclerc de Hauteclouque - 57000 METZ, dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé,
- Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de la Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de la Meurthe-et-Moselle,
- Madame la Présidente du Conseil national de l'Ordre des Pharmaciens (Section G),
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Metz,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Bas Rhin,
- Monsieur le Directeur de la Mutualité Sociale Agricole de Lorraine,
- Monsieur le Directeur du Régime Social des Indépendants de Lorraine

et publié aux Recueils des Actes Administratifs de la Préfecture de Lorraine et de la Moselle ainsi que de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'ARS de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N° 2013-0972 du 27 septembre 2013 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO » sise 18 avenue Leclerc de Hauteclouque à METZ (57000) - Autorisation N° 57-17

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE : 57 002 519 7

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sante publique, sixième partie, livre 2ème ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 modifiée portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU la loi n° 2013-442 du 30 mai 2013 portant réforme de la biologie médicale ;

VU la loi n° 2013-442 du 30 mai 2013 portant réforme de la biologie médicale ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 modifiée relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine n°2010-391 en date du 25 Novembre 2010 définissant les territoires de santé de la région Lorraine ;

VU l'arrêté du directeur général de l'Agence régionale de santé de Lorraine n° 2013-0112 en date du 30 janvier 2013 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO » sise 18 avenue Leclerc de Hauteclouque à METZ (57000), enregistré sous le n° 57-17 ;

VU l'arrêté du directeur général de l'Agence régionale de santé de Lorraine n° 2013-0655 en date du 27 juin 2013 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la S.E.L.A.S. « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700), enregistré sous le n° 54-73 ;

VU la notification d'entrée effective dans une démarche d'accréditation, établie par le COFRAC, les 14 février et 26 avril 2013 respectivement pour les laboratoires de biologie médicale exploités par les S.E.L.A.S. « Laboratoire SIEST » et « ESPACEBIO » ;

VU l'arrêté du directeur général de l'Agence régionale de santé de Lorraine n° 2013-0971 du 27 septembre 2013 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée S.E.L.A.S. « ESPACEBIO » sise 18 avenue Leclerc de Hauteclouque à METZ (57000), enregistrée sous le n° 57-01 ;

CONSIDÉRANT la demande, présentée le 13 février 2013 par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats (SELARL GSA) au nom et pour le compte de la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO », portant notamment sur la nomination de M. Gérard PETITPAS, pharmacien biologiste, aux titre et fonctions de biologiste-coresponsable de ladite S.E.L.A.S., avec effet au 1er novembre 2012 ;

CONSIDÉRANT l'enregistrement du dossier, en date du 19 mars 2013, par la Section G de l'Ordre national des Pharmaciens, en date du 19 mars 2013 ;

CONSIDÉRANT la demande, présentée le 3 mai 2013, par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats (SELARL GSA) au nom et pour le compte de la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO », portant sur la démission de M. Michel CHARON de ses titre et fonctions de biologiste médical à compter du 27 mars 2013 ;

CONSIDÉRANT sa radiation, en date du 29 mai 2013, du Tableau de la Section G de l'Ordre national des Pharmaciens, à partir du 27 mars 2013 pour l'exercice de ses fonctions en qualité de biologiste médical (salarié) ;

CONSIDÉRANT la demande, présentée le 27 mai 2013 et complétée les 25 juin ainsi que 16 juillet 2013, par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats (SELARL GSA) au nom et pour le compte de la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO », portant en particulier sur :

- la fusion par voie d'absorption de la S.E.L.A.S. « Laboratoire SIEST » par la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO », avec effet rétroactif au 1er octobre 2012 ;

- la nomination de Mmes Anne SIEST, médecin biologiste, Françoise CAUTAIN, Marie-Madeleine GALTEAU et Adeline SCHIRRA ainsi que M. Jean-Luc SALLERIN, pharmaciens biologistes, aux titre et fonctions de biologistes-coresponsables de la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO » ;

- la nomination de Mme Audrey BARBIER, pharmacien biologiste, aux titre et fonctions de biologiste médical de la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO » ;

- la démission de M. Hicham BOUGHALI, pharmacien biologiste, de ses titre et fonctions de biologiste-coresponsable de la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO », avec effet au 3 mai 2013 ;

- la démission de M. Cristian STOICA, médecin biologiste, de ses titre et fonctions de biologiste-coresponsable de la S.E.L.A.S. « Laboratoire SIEST », avec effet au 30 juin 2013 ;

- la prorogation des fonctions de biologiste coresponsable respectivement de Mme Nicole DILIGENT jusqu'au 30 juin 2014 et de Mme Danièle MOLINARI jusqu'au 31 juillet 2014 ;

- le terme de l'usage de ses titre et fonctions de biologiste médical exercées, au sein de la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO », par M. Jacques BAILLET, pharmacien biologiste, à compter du 30 juin 2013 ;

CONSIDÉRANT l'enregistrement du dossier, en date du 18 juin 2013, par la Section G de l'Ordre national des Pharmaciens ;

CONSIDÉRANT la demande, présentée le 1er juillet 2013 et complétée les 6 août ainsi que les 13 et 16 septembre 2013, par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats (SELARL GSA) au nom et pour le compte de la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO » portant sur la nomination de Mme Anne-Lise GRESSOT, à compter du 6 mai 2013, aux titre et fonctions de biologiste médical ;

CONSIDÉRANT son inscription, en date du 3 septembre 2013, au Tableau de la Section G de l'Ordre national des Pharmaciens, à partir du 30 août 2013 pour l'exercice de ses fonctions en qualité de biologiste médical (salarié) ;

CONSIDÉRANT les pièces complémentaires transmises, le 30 juillet 2013, par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats (SELARL GSA) portant sur la nomination de Mme Béatrice AUBRY-RAEL, pharmacien biologiste, aux titre et fonctions de biologiste médical au sein de la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO », à compter du 1er février 2013 ;

CONSIDÉRANT son inscription, en date du 30 avril 2013, au Tableau de la Section G de l'Ordre national des Pharmaciens, à partir du 1er février 2013 pour l'exercice de ses fonctions en qualité de biologiste médical (salarié) ;

CONSIDÉRANT la demande, présentée le 24 septembre 2013, par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats (SELARL GSA) au nom et pour le compte de la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO » portant sur la nomination de Mme Frédérique RUPPINI, pharmacien biologiste, aux titre et fonctions de biologiste médical au sein de la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO », à compter du 4 octobre 2013 ;

CONSIDÉRANT l'inscription au tableau du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de la Moselle, sous le n° 2013-68, la SELAS « ESPACEBIO » dont le siège social est situé 18 avenue Leclerc de Hauteclouque - 57000 METZ, en date du 12 septembre 2013 ;

CONSIDÉRANT l'inscription au tableau du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de la Moselle, sous le n° 01-2013, la SPFPL « BIO ART » dont le siège social est situé 185 rue du Grand Cerf - 57000 METZ, en date du 12 septembre 2013.

ARRETE

Article 1er - A compter de la date du présent arrêté, l'autorisation de fonctionnement, délivrée au laboratoire de biologie médicale multi-sites, sis 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700), exploité par la société d'exercice libéral par actions simplifiée dénommée S.E.L.A.S. « Laboratoire SIEST », enregistré sous le n° 54-73 (N° FINESS Entité Juridique : 54 002 098 9), est abrogée Article 2 : à compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 2013-0112, susvisé, sont modifiées comme suit :

Le laboratoire de biologie médicale, dont le siège social est situé 18 avenue Leclerc de Hauteclocque à METZ (57000), est autorisé à fonctionner sous le numéro 57-17 (N° FINESS EJ : 570025197) sur les 29 sites, ouverts au public, suivants :

1) 18 avenue Leclerc de Hauteclocque - 57000 METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 520 5 (siège)

Biologistes présents : M. Michel PAX et M. Jean-Philippe RAULT,

Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie, hémostase, immuno-hématologie, allergie, auto-immunité, bactériologie, parasitologie-mycologie, sérologie infectieuse, spermologie,

2) 14 rue Charlemagne - 57000 METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 521 3

Biologiste présent : Mme Pascale ERRARD

Activités réalisées : aucune activité technique.

3) 23 rue Raymond Poincaré - 57505 SAINT-AVOLD CEDEX

N° FINESS Etablissement : 57 002 523 9

Biologistes présents : Mme Aurélie MELIN et Madame Béatrice AUBRY-RAEL

Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie, hémostase, immuno-hématologie, bactériologie, parasitologie-mycologie, spermologie.

4) 57 Grand'Rue - 57280 MAIZIERES-LES-METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 522 1

Biologiste présent : M. Christophe KAJZER

Activités réalisées : aucune activité technique.

5) Résidence la Source - 44 rue Saint Sauvant - 57730 VALMONT

N° FINESS Etablissement : 57 002 524 7

Biologiste présent : Mme Sarah SCHILLINGER

Activités réalisées : aucune activité technique.

6) 9 rue de Metz - 54150 BRIEY

N° FINESS Etablissement : 54 002 116 9

Biologiste présent : Mme Marie-Hélène CLAUDET

Activités réalisées : hémostase, spermologie.

Activités réalisées en urgence : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie.

7) 21 rue de la Liberté - 54490 PIENNES

N° FINESS Etablissement : 54 002 117 7

Biologiste présent : M. Jacques DAROLLES

Activités réalisées : aucune activité technique.

8) 17 boulevard d'Alsace - 57070 METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 537 9

Biologiste présent : Mme Danièle MOLINARI

Activités réalisées : aucune activité technique.

9) 24 rue Jean Burger - 57070 SAINT-JULIEN-LES-METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 536 1

Biologiste présent : M. Gérard GOS

Activités réalisées : aucune activité technique.

10) 12 rue Clemenceau - 57430 SARRALBE

N° FINESS Etablissement : 57 002 570 0

Biologiste présent : M. Philippe VALANTIN

Activités réalisées : hémostase

Activités réalisées en urgence : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie.

11) 10 avenue Robert Schuman - 57000 METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 576 7

Biologiste présent : Mme Marie-Odile DENJEAN

Activités réalisées : aucune activité technique.

12) 19-21 place du Quarteau - 57000 METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 577 5

Biologiste présent : M. Richard WASELS, Mme Anne-Lise GRESSOT et Mme Frédérique RUSPINI

Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie, hémostase, immuno-hématologie, allergie, auto-immunité, sérologie infectieuse, marqueurs sériques trisomie 21, AMP.

13) 22 rue du Commandant Bresseur - 57000 METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 578 3

Biologiste présent : Mme Lorène ROWDO

Activités réalisées : aucune activité technique.

14) 12 place Georges Clemenceau - 57220 BOULAY

N° FINESS Etablissement : 57 002 575 9

Biologiste présent : Mme Aurélie JAGER BEAUVEIL

Activités réalisées : aucune activité technique.

15) 48 place de la République - 54800 JARNY

N° FINESS Etablissement : 54 002 181 3

Biologiste présent : Mme Nicole DILIGENT

Activités réalisées : aucune activité technique.

16) 44 rue Nationale - 57600 FORBACH

N° FINESS Etablissement : 57 002 571 8

Biologiste présent : Mme Rebecca PHILIPPS

Activités réalisées : aucune activité technique.

17) 18 place Aristide Briand - 57600 FORBACH

N° FINESS Etablissement : 57 002 573 4

Biologiste présent : M. Jocelyn THONNON

Activités réalisées : hémostase

Activités réalisées uniquement pour les examens urgents : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie.

18) 1 rue Victor Hugo - 57450 THEDING

N° FINESS Etablissement : 57 002 574 2

Biologiste présent : M. Jean-Louis NEUMANN

Activités réalisées : aucune activité technique.

19) 45 rue Saint Pierre - 57000 METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 579 1

Biologiste présent : Mme Dominique AUBERTINActivités réalisées : aucune activité technique.**20) 156 rue de Metz - 57535 TALANGE**

N° FINESS Etablissement : 57 002 580 9

Biologiste présent : Mme Aurélie PALMIERIActivités réalisées : aucune activité technique.**21) 12 Place de la République - 57100 THIONVILLE**

N° FINESS Etablissement : 57 002 592 4

Biologiste présent : Mme Brigitte BERNATActivités réalisées : hémostase, spermologieActivités réalisées uniquement pour les examens urgents : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie.**22) 40 rue de la Gare - 57150 CREUTZWALD**

N° FINESS Etablissement : 57 002 665 8

Biologiste présent : M. Jean-Jacques SCHNEIDERActivités réalisées : aucune activité technique.**23) 13 rue des Généraux Crémier - 57200 SARREGUEMINES**

N° FINESS Etablissement : 57 002 677 3

Biologiste présent : M. Gérard PETITPASActivités réalisées : hémostaseActivités réalisées en urgence : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie.**24) 4 rue Alfred Labbé - 54350 MONT-SAINT-MARTIN**

N° FINESS Etablissement : 54 002 315 7

Biologiste présent : M. Hervé BRULEActivités réalisées : biochimie générale et spécialisée, pharmaco-toxicologie, hématocytologie, hémostase, immunohématologie, sérologie infectieuseActivités réalisées en urgence : bactériologie, parasitologie-mycologie.**25) 248 avenue Henri Dunant - 54700 PONT-A-MOUSSON**

N° FINESS Etablissement : 54 002 099 7

Biologiste présent : Mme Anne SIEST-DOLEANS-Activités réalisées : aucune activité technique.**26) 29 rue Saint-Laurent - 54700 PONT-A-MOUSSON**

N° FINESS Etablissement : 54 002 100 3

Biologiste présent : Mme Françoise CAUTAINActivités réalisées : aucune activité technique.**27) 3 rue des Aulnois - 54530 PAGNY-SUR-MOSELLE**

N° FINESS Etablissement : 54 002 102 9

Biologiste présent : Mme Adeline SCHIRRAActivités réalisées : aucune activité technique.**28) 31 rue Clemenceau - 57185 CLOUANGE**

N° FINESS Etablissement : 57 002 526 2

Biologiste présent : M. Jean-Luc SALLERINActivités réalisées : aucune activité technique.**29) 4 RD 657 - 54700 PONT-A-MOUSSON**

N° FINESS Etablissement : 54 002 101 1

Biologistes présents : Mme Audrey BARBIER et Mme Marie-Madeleine GALTEAUActivités réalisées : biochimie générale et spécialisée, pharmaco-toxicologie, hématocytologie, hémostase, immunohématologie, bactériologie, parasitologie-mycologie, sérologie infectieuse, virologie, spermologie.

Le laboratoire de biologie médicale multi-sites est dirigé par les biologistes coresponsables suivants :

- Monsieur Michel PAX, biologiste médical, Médecin,
 - Monsieur Jean Philippe RAULT, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Hervé BRULE, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Christophe KAJZER, biologiste médical, Médecin
 - Madame Pascale ERRARD, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Marie-Hélène CLAUDET, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Jacques DAROLLES, biologiste médical, Médecin
 - Madame Danièle MOLINARI, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Gérard GOS, biologiste médical, Pharmacien
 - Mademoiselle Sarah SCHILLINGER, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Richard WASELS, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Marie-Odile DENJEAN, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Nicole DILIGENT, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Aurélie JAGER, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Lorène ROWDO, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Jean-Jacques SCHNEIDER, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Jocelyn THONNON, biologiste médical, Médecin
 - Madame Rebecca PHILIPPS, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Jean-Louis NEUMANN, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Dominique AUBERTIN, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Aurélie PALMIERI, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Brigitte BERNAT, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Anne SIEST-DOLEANS, biologiste médical, Médecin
 - Madame Adeline SCHIRRA, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Françoise CAUTAIN, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Jean-Luc SALLERIN, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Marie-Madeleine GALTEAU, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Gérard PETITPAS, biologiste médical, Pharmacien.
- Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :
- Monsieur Philippe VALANTIN, biologiste médical, Pharmacien

- Madame Aurélie MELIN, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Audrey BARBIER, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Béatrice AUBRY-RAEL, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Anne-Lise GRESSOT, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Frédérique RUSPINI, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Christiane WITTMER, biologiste médical, dans la limite du domaine de spécialisation pour lequel elle est agréée (pratique d'activités biologiques d'assistance médicale à la procréation : AMP).

Article 3 - Toute modification relative à l'organisation générale du laboratoire ainsi que toute modification apportée à sa structure juridique et financière survenue postérieurement au présent arrêté doit faire l'objet d'une déclaration.

Article 4 - Les dispositions du présent arrêté peuvent faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois, à compter de la notification pour les intéressés ou de l'exécution des formalités de publication pour les tiers :

- auprès de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS 07 SP - pour le recours hiérarchique ;
- devant le Tribunal Administratif de Strasbourg - 31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 STRASBOURG CEDEX - pour le recours contentieux.

Article 5 - Le Directeur général de l'Agence régionale de santé de Lorraine et le Préfet de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.E.L.A.S. « ESPACEBIO » - 18 avenue Leclerc de Hauteclocque - 57000 METZ, dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé,
 - Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de la Moselle,
 - Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de la Meurthe-et-Moselle,
 - Madame la Présidente du Conseil national de l'Ordre des Pharmaciens (Section G),
 - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Metz,
 - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy,
 - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Bas Rhin,
 - Monsieur le Directeur de la Mutualité Sociale Agricole de Lorraine,
 - Monsieur le Directeur du Régime Social des Indépendants de Lorraine
- et publié aux Recueils des Actes Administratifs de la Préfecture de Lorraine et de la Moselle ainsi que de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'ARS de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE

Décision du 22 novembre 2013 portant fermeture définitive du débit de tabac N° 5400705R sis rue Edouard LALO à JARVILLE-LA-MALGRANGE (54140)

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,

VU l'article 568 du Code Général des impôts,
VU le décret 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de vente au détail des tabacs manufacturés et ses articles 2, 8 et 37,
VU la délégation de signature du 27 mars 2012 concernant le décret susvisé,
CONSIDÉRANT le courrier de démission de Madame Valérie BARBARO gérante du débit de tabac N° 5400705R en date du 10 novembre 2013,

DECIDE

la fermeture définitive du débit de tabac N° 5400705R sis rue Edouard Lalo à JARVILLE-LA-MALGRANGE (54140) à la date du 20 décembre 2013.

Nancy, le 22 novembre 2013

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,
Christian LEBLANC

Décision du 22 novembre 2013 portant fermeture définitive du débit de tabac N° 5400034P sis 98 rue Jacques Callot à BAINVILLE-SUR-MADON (54550)

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,

VU l'article 568 du Code Général des impôts,
VU le décret 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de vente au détail des tabacs manufacturés et ses articles 2, 8 et 37,
VU la délégation de signature du 27 mars 2012 concernant le décret susvisé,
CONSIDÉRANT le courrier de démission de Madame Maud PAGANIN gérante du débit de tabac N° 5400034P en date du 9 novembre 2013,

DECIDE

la fermeture définitive du débit de tabac N° 5400034P sis 98 Rue Jacques Callot à BAINVILLE- SUR-MADON (54550) à la date du 15 décembre 2013.

Nancy, le 22 novembre 2013

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,
Christian LEBLANC

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE

RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS

Arrêté N° 2013-DREAL-RMN-109 du 26 novembre 2013 autorisant à déroger aux interdictions de prélèvement et de transport de poils, d'excréments et de cadavres de spécimens d'espèces animales protégées (mammifères)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV du code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1 et L.411-2 et les articles R.411-1 à R.411-14 ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 et le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles, notamment en matière de capture d'espèces animales protégées ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU la demande de dérogation au régime de protection des espèces en date du 15 mars 2013 formulée par l'association « Carnivores, Recherche, Observation, Communication » (CROC) et le dossier transmis au président de la commission faune du Conseil National de Protection de la Nature le 14 août 2013 ;

VU l'avis favorable sous conditions du Conseil National de la Protection de la Nature commission faune n°13/755 en date du 30 septembre 2013 ;

CONSIDÉRANT que la demande de dérogation porte sur le prélèvement et le transport de poils, d'excréments et de cadavres, à des fins de recherche et d'éducation, de spécimens de mammifères protégés ;

CONSIDÉRANT l'intérêt de ces opérations pour la connaissance de la faune sauvage ;

CONSIDÉRANT l'absence de solution technique alternative au prélèvement et au transport de poils, d'excréments et de cadavres qui soit pertinente et satisfaisante ;

CONSIDÉRANT que la demande de dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle ;

CONSIDÉRANT ainsi que les conditions d'octroi d'une dérogation aux interdictions de prélèvement et de transport de poils, d'excréments et de cadavres de spécimens de mammifères protégés se trouvent ici réunies ;

SUR proposition de Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Identité du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la dérogation est l'association « Carnivores, Recherche, Observation, Communication » (CROC), domicilié au 8A rue principale – Lieu-dit « Faxe » – 57590 FONTENY, représentée par sa Directrice, Mme GERMAIN Estelle, ayant délégation de pouvoir.

Il est seul responsable du respect des dispositions correspondantes du présent arrêté.

Les personnes chargées des opérations sont les suivantes :

- Mme BERZINS Rachel, Présidente du CROC ;
- Mme GERMAIN Estelle, Directrice en charge de la coordination et de l'animation des programmes ;
- M. PICHENOT Julian, Expert scientifique bénévole du CROC.

Article 2 : Nature de la dérogation

Le bénéficiaire défini à l'article 1 est autorisé, sous réserve du respect des modalités définies aux articles 4 et 5 du présent arrêté, à déroger aux interdictions de prélèvement et de transport de poils, d'excréments et de cadavres de spécimens de Chat sauvage (*Felis sylvestris*) et de Loup gris (*Canis lupus*).

Article 3 : Localisation

Les dérogations aux interdictions listées à l'article 2 sont réalisées sur l'ensemble des communes du département de la Meurthe et Moselle.

Article 4 : Conditions de la dérogation

La présente dérogation est délivrée sous réserve du respect des engagements suivants :

- les indices collectés sont transportés vers un local de l'association CROC pour analyse approfondie ;
- après analyse, les poils et les excréments sont stockés dans un local de l'association et les spécimens de Loup gris trouvés morts sont rapatriés vers les services de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS).

Le dossier de demande de dérogation au régime de protection des espèces est consultable à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, service Ressources et Milieux Naturels.

Article 5 : Modalités de suivi

Le bénéficiaire défini à l'article 1 transmet à la DREAL Lorraine un bilan annuel des opérations, précisant notamment le nombre de cadavres récoltés, avant le 31 janvier de l'année suivante.

Article 6 : Durée de validité de la dérogation

La présente dérogation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté et permet la réalisation des activités visées aux articles 2 et 4 jusqu'au 31 décembre 2016.

Article 7 : Autres procédures

La présente décision ne dispense pas de l'obtention d'autres accords ou autorisations par ailleurs nécessaires pour la réalisation de l'opération sus-mentionnée.

Article 8 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 2 et 4 peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 9 : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est passible des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 10 : Droits de recours et informations des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy :

- par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification,
- par les tiers, dans un délai de 2 mois à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 11 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe et Moselle et Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à Mme GERMAIN Estelle, Directrice du CROC ;
- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle ;
- et dont copie sera adressée à :

- * Messieurs les Sous-préfets de Briey, de Lunéville et de Toul,
- * Monsieur le Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité,
- * Monsieur le Président du Conseil Régional de Lorraine,
- * Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- * Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe et Moselle,
- * Monsieur le Directeur territorial de l'Office national des forêts,
- * Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse,
- * Monsieur le Commissaire principal, Directeur de la sécurité publique,
- * Monsieur le chef du service départemental de Meurthe et Moselle de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques,

* Monsieur le chef du service départemental de Meurthe et Moselle de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage,
* Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe et Moselle.
Metz, le 26 novembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Régionale,
Par subdélégation,
La Chef du Service Ressources et Milieux Naturels,
Marie-Pierre LAIGRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

JEUNESSE, EDUCATION POPULAIRE ET SPORT

Arrêté N° 139/DDCS en date du 26 novembre 2013 portant agrément des associations jeunesse et éducation populaire

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 2001.624 du 17/07/2001 Art. 8,
VU le décret n° 2002.571 du 22/04/2002 Art. 6,
VU le décret n° 2006-665 du 07/06/2006,
VU le décret n° 2006-672 du 08/06/2006,
VU l'arrêté préfectoral du 16/10/2006 portant création du Conseil départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative et des formations spécialisées,
VU l'avis émis par la formation spécialisée «agrément Jeunesse et éducation populaire» en sa séance du 19 novembre 2013,
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.46 du 18 septembre 2012 accordant signature à Madame Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale,
SUR proposition de la directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er - Les associations désignées ci-dessous et domiciliées dans le département de Meurthe-et-Moselle sont agréées comme associations de Jeunesse et d'Education Populaire et sont affectées des numéros d'agrément suivants :

GRAINE LORRAINE – Groupe Régional d'Animation et d'Initiation à la Nature et à l'Environnement - n° 54-2511

1 rue Joffre
54480 CIREY-SUR-VEZOUZE

ASSOCIATION CARAIB NANCY - n° 54-2512

1249 avenue Raymond Pinchard
54000 NANCY

EQUINOXE NANCY LORRAINE - n° 54-2513

Centre LGBT de Lorraine Sud
41 rue Charles III
54000 NANCY

FEDERATION DES ETUDIANTS NANCEIENS - n° 54-2514

MJC Lillebonne
14 rue du Cheval Blanc
54000 NANCY

FAMILLES RURALES ASSOCIATION DE BOUCQ - n° 54-2515

Mairie
24 rue des Chars
54200 BOUCQ

FAMILLES RURALES ASSOCIATION - n° 54-2516

DE SAINTE-GENEVIEVE
12 Chemin du Grand Couronné
54700 SAINTE-GENEVIEVE

FOYER RURAL DE BAGNEUX - n° 54-2517

Mairie de Bagnex
54170 BAGNEUX

FOYER RURAL BONVILLER - BIENVILLE-LA-PETITE - n° 54-2518

22 Grande Rue
54300 BONVILLER

BOUXIERES LOISIRS FOYER RURAL - n° 54-2519

Mairie de BOUXIERES-AUX-CHENES
54770 BOUXIERES-AUX-CHENES

TONN'AIR DE FETE - n° 54-2520

20 place de la Libération
54210 TONNOY

FOYER RURAL DE L'ETOILE SPORTIVE DE VELLE - n° 54-2521

Mairie
3 rue Moselles
54290 VELLE-SUR-MOSELLE

Article 2 - La Directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice départementale de la cohésion sociale,
Sabine DUBOIS LE PAN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/410 du 18 novembre 2013 approuvant les statuts de l'association foncière de HERBEVILLER

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2013 accordant délégation de signature à Mme Véronique ISART, sous-préfète de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 21 novembre 1967 portant institution de l'association foncière de HERBEVILLER ;

VU la proposition du bureau de l'association foncière de HERBEVILLER en date du 03 octobre 2011 ;

VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de HERBEVILLER en date du 07 octobre 2013 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;

VU les statuts de l'association foncière de HERBEVILLER ;

VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 05 novembre 2013 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - Les statuts de l'association foncière de HERBEVILLER, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 07 octobre 2013, sont approuvés.

Article 2 - La sous-préfète de Lunéville et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de HERBEVILLER, adressé au président de l'association foncière de HERBEVILLER, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 18 novembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de Lunéville,
Véronique ISART

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 415 du 26 novembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS-LA-MONTAGNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3530 bis

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral du 22 août 2013 complétant l'arrêté du 13 septembre 2012,

VU l'arrêté préfectoral du 08 octobre 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,

VU la décision n°3530 du 18 septembre 2013 refusant l'autorisation d'exploiter 82,80 ha situés à VILLERS LA MONTAGNE à M. NAU Jean-Pierre domicilié à ITZIG (LUXEMBOURG),

VU le recours gracieux formé à l'encontre de cette décision le 18 octobre 2013 par M. NAU Jean-Pierre,

VU les demandes concurrentes de M. GEORGES Patrice à HUSSIGNY GODBRANGE, de M. DOLHAIN Paul à CHENIERES, de M. HORNICK Paul à REDANGE, du GAEC DES CARRIERES (MM. ANDRIOLLO Patrick et BISCARO Steve) à AUDUN LE TICHE, de M. REVEMONT Maxime à VILLERS LA MONTAGNE, de M. PERRIN Régis à FRESNOIS LA MONTAGNE, et de la SCEA DE LA MATERNELLE (M. ROBERT Serge) à VILLERS LA MONTAGNE et de M. CORDONNIER Claude à LAIX,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,

CONSIDERANT que la demande d'autorisation d'exploiter a bien été instruite au nom de M. NAU Jean-Pierre; que la CDOA a bien rendu un avis quant à la demande formulée par M. NAU; qu'ainsi, le fait que la décision ait finalement été rendue au nom de la SCEA LE BOIS KLEISS, dont M. NAU est le gérant, relève d'une erreur purement matérielle,

CONSIDERANT que cette erreur matérielle n'a, dès lors, pas eu d'incidence sur la décision: en effet, la demande de M. NAU Jean-Pierre reste soumise à autorisation d'exploiter pour agrandissement au titre de la double participation puisqu'il faut considérer l'ensemble des unités de production agricole détenues par une même personne; que, de plus, sa demande à titre individuel relève toujours du rang de priorité 5 et que sa demande n'est donc pas prioritaire,

D E C I D E

Article 1er - La décision n°3530 du 18 septembre 2013 susvisée est retirée.

Article 2 - La demande de recours gracieux présentée par M. NAU Jean-Pierre le 18 octobre 2013 est rejetée et l'intéressé n'est pas autorisé à exploiter 82,80 ha situés sur la commune de VILLERS-LA-MONTAGNE.

Article 3 - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. NAU Jean-Pierre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de VILLERS LA MONTAGNE pour affichage.

Nancy, le 26 novembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur départemental,
Christophe FOTRÉ

*Aménagement foncier***Arrêté DDT/AFC/Aménagement foncier/2013/388 du 21 novembre 2013 fixant la composition de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les dispositions du titre I du Livre I du code rural relatives à l'aménagement foncier rural ;

VU la loi n° 93-24 du 08 janvier 1993 relative à la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU le décret 92-1290 du 11 décembre 1992 relatif à l'aménagement foncier rural ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 août 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 17 février 2012 relatif à la composition de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle ;

VU le renouvellement partiel des membres de la Chambre d'Agriculture en date du 7 février 2013 ;

VU le courrier de la Chambre d'Agriculture en date du 28 octobre 2013 proposant la liste des représentants agricoles (propriétaires bailleurs, propriétaires exploitants et exploitants preneurs) et la liste des représentants des propriétaires forestiers ;

VU l'arrêté de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 19 février 2013 établissant la liste des organisations syndicales d'exploitants agricoles représentatives au niveau départemental : à savoir la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FDSEA), la Coordination Rurale, les Jeunes Agriculteurs et la Confédération Paysanne ;

VU le courrier de la FDSEA en date du 11 juillet 2013 ;

VU le courrier de la Coordination Rurale en date du 27 août 2013 ;

VU le courrier des Jeunes Agriculteurs en date du 16 septembre 2013 ;

VU le courrier de la Confédération Paysanne en date du 19 septembre 2013 ;

VU le courrier de la Direction Départementale des Territoires en date du 12 juillet 2013 proposant de nouveaux membres suite au départ de M. Thibaut FRANCOIS et de Mme Brigitte BAZOGE ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

Article 1er - Les arrêtés préfectoraux des 17 février 2012, 20 août 2012 et 20 novembre 2012 sont abrogés.

Article 2 - La commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle est ainsi composée :

1/ Président

☐ M. Claude LEMOINE, Président titulaire

☐ M. Yves GRY, Président suppléant

2/ Conseillers Généraux

☐ M. Gauthier BRUNNER, titulaire

☐ M. Olivier JACQUIN, titulaire

☐ M. Christophe SONREL, titulaire

☐ M. Michel MARCHAL, titulaire

☐ M. Philippe COLIN, suppléant

☐ M. Noël GUERARD, suppléant

☐ M. Olivier TRITZ, suppléant

☐ Mme Rose-Marie FALQUE, suppléante

3/ Maires des communes rurales

☐ M. Michel MALGRAS, titulaire

☐ M. Alain LALLEMAND, titulaire

☐ M. Bernard GOUYAU, suppléant

☐ M. Bernard VAUTRIN, suppléant

4/ Membres fonctionnaires

a - Représentants le Directeur départemental des Territoires

☐ M. Christophe FOTRE, titulaire

☐ M. Philippe SCHOTT, titulaire

☐ Mme Ghislaine DOSSOU, titulaire

☐ M. Emmanuel PETITJEAN, titulaire

☐ M. Christophe CAMBERLIN, suppléant

☐ M. Dominique GERZAGUET, suppléant

☐ M. Alain GARCERA, suppléant

☐ M. Eric SERRAU, suppléant

b - Représentant le Directeur des Finances Publiques

☐ Mme Sophie WEBER, titulaire

☐ M. Hugues ROSSIGNOL, titulaire

☐ Mme Elisabeth BONNEVILLE, suppléante

☐ M. Denis PERNOT, suppléant

5/ M. le Président de la chambre départementale d'agriculture ou son représentant.

6/ M. le Président de l'Union FNSEA/JA ou son représentant.

7/ M. le Président du syndicat des jeunes agriculteurs (JA) ou son représentant.

8/ Représentants des organisations syndicales d'exploitants agricoles au niveau départemental

☐ M. Michel MERLIN de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA)

☐ M. Emeric MENUISIER du syndicat des jeunes agriculteurs (JA)

☐ M. Gilles KASCHINSKI de la Coordination Rurale Alsace-Lorraine (CR54)

☐ Mme Isabelle AUSSOLEIL de la Confédération Paysanne de Meurthe et Moselle

9/ M. le Président de la chambre départementale des notaires ou son représentant.

10/ Membres choisis sur les listes présentées par la chambre d'agriculture :

a - Propriétaires bailleurs

☐ M. Jean MASSON, titulaire

☐ M. Jean-Pierre QUENETTE, titulaire

☐ M. Hervé BENOIT, suppléant

☐ Mme Evelynne ANDRE, suppléant

b - Propriétaires exploitants

☐ M. Philippe HENNEBERT, titulaire

☐ M. Jean-Marc REIGNIER, titulaire

☐ M. Philippe BERNARD, suppléant

☐ Mme Sophie LEHE, suppléante

c - Exploitants preneurs

☐ M. Charles BAUDOIN, titulaire

☐ M. Joël MARCHAL, titulaire

☐ M. Laurent ANDRE, suppléant

☐ M. Vincent JEANPIERRE, suppléant

d - Propriétaires forestiers

☐ M. René ACREMENT, titulaire

☐ M. Jean-Luc CREMEL, titulaire

☐ M. Alain MATHIEU, suppléant

☐ M. Jean PAUREAU, suppléant

11/ Associations agréées en matière de faune, de flore et de protection de la nature et des paysages

Représentants la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle

☐ M. Patrick MASSENET, titulaire

☐ M. Roméo RIEDER, suppléant

Représentants la fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle

☐ M. Jean-Claude JACQUES, titulaire

☐ M. Eric TAVOSO, suppléant

12/ M. le Président du centre régional de la propriété forestière ou son représentant.

13/ M. le représentant de l'office national des forêts

☐ M. Marc DEROY

14/ M. le Président du syndicat départemental des propriétaires forestiers sylviculteurs ou son représentant.

15/ Les représentants des communes propriétaires de forêts soumises

☐ M. Charles BILOT, titulaire

☐ M. Marcel BONTEMPS, titulaire

☐ M. Pierre PERIN, suppléant

☐ M. André CAMAILLE, suppléant

16/ Si le département comprend une aire d'AOC

Un représentant de l'institut national des appellations d'origine contrôlées qui ne siège que si les périmètres examinés par la commission comprennent une aire d'appellation d'origine contrôlée

☐ M. Gérard MEYER

Article 3 - Un agent de la Direction Départementale des Territoires est chargé des fonctions de secrétaire de la commission.

Article 4 - Le présent arrêté sera adressé :

Pour exécution :

☐ M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et aux membres de la commission départementale.

☐ M. le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle.

Pour publication :

☐ A un journal du département.

☐ Au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 novembre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

« Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le Tribunal Administratif, 5 Place de la Carrière - 54036 NANCY CEDEX, dans un délai de deux mois suivant sa notification. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte le rejet de cette demande) »

Unité forêt - chasse

Arrêté n° 414 du 25 novembre 2013 prononçant une application du régime forestier - Territoire communal de MARS-LA-TOUR

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L 211-1, L 214-3 et R 214-1 à R 214-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 13.BI.24 du 22 août 2013 complétant l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2013 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires, et l'arrêté n° 2013/DDT/SG/013 du 8 octobre 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Mars-la-Tour en date du 4 octobre 2013 demandant l'application du régime forestier dans le cadre d'une restructuration foncière de sa forêt communale située entièrement sur son territoire. ;

VU le procès verbal de reconnaissance de l'office national des forêts dressé le 1^{er} août 2013 ;

VU l'avis favorable du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 12 novembre 2013 Sur proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er - Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieu-dit	Section	N° de parcelle	
Commune de Mars-La-Tour	Mars-La-Tour	Bois la Ville	B	197	32.7425
"	"	Bois la Ville	B	198	15.5828
"	"	Bois la Ville	B	Chemin	0.2949
"	"	La bannière	Y	269	0.9670
"	"	La bannière	Y	270	0.9000
"	"	Marinville	ZC	10	1.2530
"	"	La ferrée	ZI	2partie	5.9173
Total					55.6575

Article 2 - Le présent arrêté annule et remplace les précédents arrêtés relatifs à l'application du régime forestier aux parcelles appartenant à la commune de Mars-La-Tour sur son territoire communal.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Mars-La-Tour.

Nancy, le 25 novembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur départemental,
Le Chef du service agriculture forêt chasse,
Philippe SCHOTT

AUTRES SERVICES**L'AUTRE CANAL**

Conseil d'Administration EPCC L'Autre Canal - Séance du 8 novembre 2013 - Extrait du registre des délibérations - Délibération N° 094-2013 du 8 novembre 2013 - Avis sur la demande de remise gracieuse pour le dossier du débet prononcé à l'encontre de M. HOMAND, comptable public de l'EPCC L'Autre Canal de 2007 à 2009, sur déficit de régie

Exposé des motifs :

VU la délibération N° 079-2012 du Conseil d'Administration du 18 décembre 2012 portant avis sur la demande de remise gracieuse pour le dossier du débet prononcé à l'encontre de M. HOMAND, comptable public de l'EPCC L'Autre Canal de 2007 à 2009, relative à :

- la somme de 6 232,05 euros pour double paiement d'une facture
- la somme de 17 997,11 euros pour paiement des primes de décembre 2007
- la somme de 45 851,45 euros sur déficit de régie (jugement différé de la Cour des Comptes de Lorraine)

VU la délibération N° 70-2011 du Conseil d'Administration du 2 décembre 2011 portant régularisation des régies d'avances et de recettes, relative à :

- la somme de 45 851,45 euros sur déficit de régie.

Par le jugement du 11 juin 2013, la Chambre Régionale des Comptes de Lorraine a décidé à l'encontre de M. HOMAND, Comptable public de l'EPCC L'Autre Canal, la mise en débet de la somme de 45 851,45 euros.

Les déficits constatés pour un montant de 45 851,45 euros ont été détaillés comme suit :

- déficit de la régie d'avances de 18 315,97 euros,
- déficit de la régie de recettes de 27 535,48 euros.

Il est proposé au Conseil d'Administration :

- de confirmer l'avis favorable à la décharge de responsabilité de M. HOMAND, Comptable public de l'EPCC L'Autre Canal de 2007 à 2009
- de donner un avis favorable à la demande de remise gracieuse pour le dossier du débet prononcé à l'encontre de M. HOMAND sur déficit de régie pour la somme de 45 851,45 euros.

DECISION : ADOPTEE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES

Etaient présents : M. Laurent HENART ; M. Claude-Jean ANTOINE ; M. Jean-Pierre MOINAUX ; M. Bertrand MASSON ; M. Dominique REPECAUD ; M. Marc CECCALDI représentant M. Nacer MEDDAH ; Mme Florence FORIN représentant M. Michel ORIER ; M. Alain BROHARD.

Avaient donné procuration écrite : M. André ROSSINOT à M. Laurent HENART ; Mme Marie-Thérèse FRANÇOIS-PONCET à M. Claude-Jean ANTOINE ; Mme Aude MEURET à M. Alain BROHARD.

Avaient donné pouvoir pour les représenter : M. Nacer MEDDAH à M. Marc CECCALDI ; M. Michel ORIER à Mme Florence FORIN.

Etaient excusés : M. Nacer MEDDAH ; M. Raphaël BARTOLT ; M. Michel ORIER ;

M. André ROSSINOT ; Mme Jocelyne REBOUT ; M. Frank PILCER ; Mme Anne VALTON ; Mme Marie-Thérèse FRANÇOIS-PONCET ; Mme Aude MEURET.

Nancy, le 8 novembre 2013

Le Président,
Laurent HENART

